103

courant alternatif

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

NOVEMBRE 2000 - 15 F

Tant qu'il y aura de l'argent, il n'y en aura pas pour tout le monde !

Prague

Où va Israël ?

Crise du pétrole : quelles réalités ?

Le sort des étrangers en Belgique

Gaza

M 1292 - 103 - 15,00 F

COMMENT FONCTIONNE « COURANT ALTERNATIF » (C.A.) ?

*UN WEEK-END par mois, une **Commission Journal** (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que les militants OCL de la ville en question et que des représentants des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individuEs. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.*
Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore, BP 1213, 51058 Reims Cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT CONTACTER L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE ?

AQUITAINE
• CEDA, BP 28
33031 Bordeaux Cedex

BRETAGNE
• OCL c/o Clé des Champs
B.P. 8, 44220 Couëron

CENTRE
• La Commune,
B.P. 1228
45002 Orléans Cedex

ILE DE FRANCE
• Courant Alternatif
B.P. 381
75969 Paris Cedex 20

MIDI-PYRÉNÉES
• OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse

NORD
• OCLB c/o
La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 Boulogne s/mer Cedex

NORD-EST
• OCL c/o Egregore
B.P. 1213
51058 Reims Cedex

NORMANDIE
• CRAS, B.P. 5164
14075 Caen Cedex

PAYS BASQUE
• Acratie, BP 23
64130 Mauléon

SUD-EST
• La Galère
BP 74217,
06131 Grasse Cedex

Ecrire au journal pour contacts sur :
Figeac, Limoges, le Trégor, Perpignan, Strasbourg, le Poitou.

✉ OCL c/o Clé des Champs, BP 8, 44220 COUËRON
Tél./fax : 03 88 32 37 52. E-mail : ocl_relex@hotmail.com

COMMENT S'ABONNER À C.A.?

Abonnement 1 an (10 numéros mensuels + 3 hors séries)	**220 F**
Tarif réduit (pour toutes sortes de fauché-e-s)	**110 F**
Abonnement de soutien	**300 F**
Abonnement à l'essai (3 nos)	**30 F**

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :

2 ex.	**390 F**
3 ex.	**550 F**
5 ex.	**900 F**
10 ex.	**1 450 F**

Chèques à l'ordre de «La Galère»
OCL/Égrégore
B.P. 1213, 51058 Reims Cedex

Souscription permanente pour CA :
CCP La Galère 38-77 P 023
Chalons s/Marne

CE NUMÉRO À ÉTÉ PRÉPARÉ DANS LE POITOU (86)

LA PROCHAINE COMMISSION JOURNAL AURA LIEU A CAEN

Courant Alternatif
NOVEMBRE 2000
Com. par. : AS 72313
Mensuel Communiste Libertaire
Correspondance : OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex
Dir. publication : Nathalie Federico
Imprimerie : Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé

SOMMAIRE

Édito . . . . . p. 3
Grève à Case St Dizier . . . . . p. 4
La guerre du pétrole . . . . . p. 5/6/7
Israël : une société en mutation . . . . . p. 8/9/10
L'Mouvement . . . . . p. 10
Chefs d'Etat européens à Biarritz . . . . . p. 11/12
Belgique : détention et expulsions . . . . . p. 13 à 16
Abolition du travail de enfants . . . . . p. 17/18/19
Flics et militaires . . . . . p. 19
Bretagne : quelle libération nationale et sociale ? . . . . . p. 20
Mouvement de chômeurs : quelle intervention ? . . . p. 21/22
Prague 2000 : l'effet Seattle . . . . . p. 22/23
Nucléaire : les Verts sur la trace du PC . . . . . p. 24

Editorial

Des pierres contre des fusils. Une fois encore, la politique coloniale israélienne met la Palestine à feu et à sang.

C'est en décembre 1987 qu'a débuté l'Intifada : une véritable révolte populaire dans les territoires palestiniens occupés par Israël, une révolte à caractère autant social que national. A cette époque, la révolte palestinienne avait eu un effet dissolvant sur la société israélienne, et fait basculer l'opinion internationale en faveur des Palestiniens et révélé au monde les conditions épouvantables dans lesquelles ils vivaient dans les territoires occupés. Mais à présent, la donne n'est pas exactement la même : la répression contre le soulèvement a pour effet – et peut-être même pour fonction – de ressouder la cohésion nationale autour des valeurs éternelles du sionisme, alors que cette cohésion s'effritait depuis un certain temps *(voir article sur Israël dans ce numéro)*. Les Israéliens favorables à la paix, ceux qui essaient d'échapper à l'emprise théocratique et militaire de l'Etat hébreu, n'ont plus qu'à se faire tout-petits et à se taire au nom de l'Union sacrée. De plus, l'emprise de plus en plus importante des mouvements intégristes sur un mouvement palestinien jadis majoritairement laïc ou multiconfessionnel, emprise voulue et favorisée par la politique israélienne depuis vingt années, n'est pas de nature à favoriser le même courant de sympathie qu'en 1987.

Et pourtant... le fait colonial demeure et s'amplifie. En 1947, ce furent 1 500 000 Palestiniens qui durent fuir lors de la création de l'Etat d'Israël par l'ONU. Un Etat qui accordait à 33 % de Juifs 56 % du territoire palestinien ! En 1996, il y avait 3 millions de réfugiés dont plus d'un million dans une cinquantaine de camps.

Dès mai 1948, Israël s'empare de plus de la moitié des 44 % de territoires alloués aux 67 % de Palestiniens, tandis que l'autre moitié, la Cisjordanie, est annexée par la Jordanie. 1982 : suite à la cinquième guerre israélo-arabe, Tsahal s'empare de Beyrouth et chasse les organisations palestiniennes, qui se réfugient à Tunis. C'est le massacre de Sabra et Chatila par des fractions libanaises armées par Israël, puis le raid sur le QG de l'OLP à Tunis qui fait 70 morts. Nous pourrions multiplier à l'infini les exemples et les faits démontrant clairement de quel côté se trouvent la violence, la répression, l'exploitation et le mépris, tous les ingrédients du fait colonial le plus abject.

En France, médias, classe politique et autorités religieuses se livrent à une surenchère d'appels à la tolérance et à la morale. Les mêmes qui ne jurent, en temps ordinaire, que par l'ONU oublient le plus souvent que cette dernière avait reconnu la création d'un Etat palestinien en 1947, déclaré "inadmissible l'acquisition de territoires par la guerre", et réclamé le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés. Deux poids et deux mesures qui démontrent l'absolue hypocrisie des organismes internationaux et de tous ceux qui font semblant d'y voir un quelconque progrès.

Les attentats contre les synagogues dans l'Hexagone couvrent le bruit provoqué par les roquettes de Tsahal en Palestine. Attentats antisémites ? Peut-être, mais pas forcément commis par des Arabes. Il y a suffisamment, en France, de petits groupes fascistes, bien blancs, pour profiter de la situation et se laisser aller à exprimer leur antisémitisme "naturel". D'ailleurs, le style de certaines inscriptions antisémites relevées ici ou là ressemble davantage à la vieille tradition franchouillarde et collabo qu'au langage des banlieues. Et, de toutes les façons, les synagogues se sont tellement conduites comme des officines de l'ambassade d'Israël que la confusion est permise entre le lieu de culte et le lieu de l'Etat.

Mais la répression n'a pas pour seul lieu, loin s'en faut, le Moyen-Orient. A chacun sa méthode et son intensité, en fonction de l'enjeu et des besoins. Les manifestants présents à Prague le 25 septembre dernier contre la mondialisation orchestrée par le FMI, ainsi que ceux de Bayonne contre le sommet des chefs d'Etat européens, pourraient vous en parler... comme ils le font dans ce numéro de *CA*. La répression contre les étrangers en Belgique à travers les centres de rétention est, elle aussi, exemplaire du sort réservé à ceux qui ne sont pas destinés au partage du gâteau de l'expansion. La marche en avant du capitalisme, qui se veut triomphante, balaie tout sur son passage, et d'abord les êtres humains que l'on manipule à coups de crise du pétrole, de sondages, ou d'élections bidons. En Yougoslavie, le "diable" Milosevic, pourtant soutenu et installé par les Occidentaux il y a dix ans, a été remplacé par le "démocrate" Kostunica, suite à un soulèvement populaire d'opérette, qualifié au début de spontané, en fait préparé et orchestré par les édiles au pouvoir dans le pays. Encore une manipulation largement menée par la TV, qui n'est pas sans rappeler Timisoara. Sans compter que Kostunica n'est pas moins nationaliste que son prédécesseur et qu'il n'est pas prêt à lâcher quoi que ce soit au Kosovo ! Simplement, il a l'échine plus souple que Milosevic vis-à-vis des Occidentaux.

A force de nous parler de sortie de la crise, de croissance, de baisse du chômage, notre gauche plurielle pourrait bien se retrouver confrontée à un problème supplémentaire : la volonté affichée par les salariés de réclamer quelques miettes, puisque les entreprises affichent bénéfices sur bénéfices. Dans ce cas, nous pourrions nous retrouver avec des mouvements plus conquérants, qui ne se contentent pas d'être sur la défensive contre les licenciements ou les restructurations. Dans ce cas de figure, l'enjeu sera de voir si ces mouvements parviendront à se lier avec les acteurs des mouvements de cet été (Cellatex, par exemple) qui se sont manifestés avec violence contre leur disparition sociale, et avec les chômeurs et les précaires dont la diminution du nombre, annoncée à grand renfort de propagande, n'est essentiellement due qu'à une manipulation des chiffres. Non, la pauvreté ne recule pas, c'est la richesse qui s'accroît, et le patronat entend bien poursuivre l'offensive qu'il mène sur le front de la lutte des classes, même s'il sait que la situation ne lui est plus aussi favorable maintenant.

OCL-Poitou

Grève à Case Saint-Dizier

Le conflit de Cellatex (voir le numéro précédent), a fait naître dans d'autres entreprises l'envie d'en découdre, notamment à Case Saint-Dizier. Conflit, grève... Celle-ci étant terminé, un bilan peut en être tiré.

Case à Saint-Dizier connaît plan de restructuration sur plan de restructuration. Depuis plusieurs années, on est passé de Mc Cormick et la construction de tracteurs (environ 3000 salariés dans les années 70) à IH (international Harvester), puis à Case IH (et seulement la construction de transmissions de tracteurs, la fonderie étant vendu à Valfond) et enfin à CNH depuis le 12 novembre 1999 (fusion de New Holland, groupe Fiat, avec Case) et moins de 800 salariés. CNH, c'est la concentration du machinisme agricole à l'échelle mondiale (entre autres Fiat, Case, Massey Ferguson, Ford pour les tracteurs, New Holland pour les moissonneuses batteuses... sans compter que des engins vendus sous des marques telles Renault sont en fait déjà fabriquées par NHC).

En juillet 1999, 250 suppressions d'emploi avaient lieu sur le site de Saint-Dizier. Un nouveau plan social prévoyant 89 suppressions d'emploi est suspendu pour cause de passage aux 35 heures (on parle en fait de 215 licenciements). Depuis l'application de la RTT, on assistait à un blocage de l'entreprise le samedi matin pour que ne soit pas appliquée la modulation du temps de travail.

L'Union Européenne entérine le regroupement New Holland Case à la condition qu'une des plate-formes européenne du groupe soit vendue, à savoir le site de Doncaster en Angleterre. Or la production du site de Saint-Dizier est destinée à 80 % à Doncaster. Malaise.

Début septembre, l'intersyndicale CFDT-CGT appelle à la grève pour obtenir des explications sur le devenir du site et les projets de réductions d'effectifs. Une demande de rencontrer un décideur du groupe est faite. La majorité du personnel de production (95 %) et 40 % du personnel se mettent en grève reconductible. A chaque AG, la grève est reconduite. La situation s'envenime avec le DRH et lorsque les grévistes décident de rentrer dans l'usine pour faire sortir le reste du personnel de production encore au travail, ils ont la surprise de voir la direction et l'encadrement quitter les lieux. Pendant 4 jours, ils vont être les seuls maîtres à bord (et devront faire face entre autre aux conséquences d'une violente tempête). Des débats auront lieu pour savoir s'ils ne pourraient pas faire tourner l'entreprise en autogestion. Même si l'idée est séduisante, se pose le problème de l'écoulement des transmissions produites (sachant que CNH a d'autres sites fabricant les mêmes produits). L'idée sera donc abandonnée (cela aurait pu se faire s'il s'agissait du produit fini, le tracteur).

Des négociations, à l'initiative de l'inspection du travail, vont avoir lieu. Lorsque la direction, par lettre recommandée, demande la reprise du travail à 8 h, seule l'encadrement rentrera. Il faudra attendre la venue de 2 décideurs pour que le conflit se débloque. La pérennité du site de Saint-Dizier est reconnue, mais il y aura des licenciements. Sur les 12 jours de grève effectifs, 6 seront retenu sur la paie d'octobre, mais avec possibilité d'y imputer des jours de RTT ou de congés ou d'ancienneté, 5 feront l'objet d'une récupération et une liée aux intempéries sera indemnisée à 100%. Une prime de 1 000 F sera versée en décembre.

Le personnel sait qu'il va bientôt devoir se battre contre les licenciements. Mais le climat a changé dans l'entreprise : le DRH sort affaibli de ce conflit, les ouvriers ont retrouvé leur dignité et ne sont plus disposés à accepter n'importe quoi...

Le mois prochain, j'essaierai de faire une analyse des conflits actuels, entre autre sur les revendications salariales. Toute contribution, même par l'intermédiaire de tracts ou de coupures de presse, est la bienvenue.

Camille, OCL Reims
octobre 2000

Courrier à propos de Cellatex

La lutte des classes justifie-t-elle n'importe quelle connerie ?

À lire *Courant alternatif* d'octobre 2000, l'article sur le conflit de Cellatex répond OUI.

Et bien moi je dis NON, je ne vois pas pourquoi la nature, les poissons, les petites bébêtes de toutes sortes et aussi, ne l'oubliez pas, nous tous, soi-disant, homo sapiens usager de la dite Nature serions rendus responsables et donc sacrifiés à cause des méchants patrons qui exploitent, licencient et polluent eux-mêmes.

Non, cette histoire de terrorisme écologique est débile et dangereuse, elle me fait froid dans le dos avant de me donner des boutons.

Débile car comme d'habitude ceux qui souffrent des dégâts écologiques sont les plus pauvres, pas les patrons justement qui dans le fond s'en foutent car eux et leurs familles ont la résidence principale, secondaire, tertiaire dans des lieux immaculés, préservés, gardés, chouchoutés.

Dangereux car où est la limite ? Aujourd'hui un ruisseau, demain une réserve d'eau potable, après demain une centrale nucléaire et que sais-je encore ?

L'argument de dire les vrais pollueurs sont les patrons ne justifie en rien cette nouvelle stratégie syndicale qui pourrait voir des gens victimes de ces actes se retourner contre les centrales syndicales les autorisant, les justifiant, les excusant, les provoquant.

Fastoche de déverser un bidon de cyanure dans une rivière, plus difficile de séquestrer les patrons coupables, voir même de les plonger dans la dite rivière pour qu'ils apprécient les taux de nitrate, simazine, etc. déversés par leurs usines.

Bon vent.

Pascal PAVIE

PS : mes commentaires ne sous estiment en aucun cas la nécessité de la lutte des ouvriers de Cellatex.

La guerre du pétrole

La prospection, l'exploitation, la transformation, la commercialisation de cette matière première sont, et resteront encore pour des décennies, essentielles pour le développement du capitalisme. Elles ont été, sont et seront au centre de bien de conflits internationaux même si les montants des taxations par les Etats Nations développés furent seulement contestés par les fantassins de la consommation.

Le prix d'un baril de pétrole (159 litres) a plus que triplé en l'espace d'une année de septembre 99 en août 2000. Ce fut un choc, surtout pour les gros consommateurs que sont l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale qui à elles seules consomment 52 % du pétrole mondial, mais aussi pour tous les Etats pauvres qui importent cette matière première. Ce choc serait le 3e après ceux de 1973/74 (guerre israélo-arabe) et de 82/83 (prise du pouvoir en Iran par les intégristes musulmans).

De chocs en contre-chocs

Mais lorsque les prix à la production baissent, ce sont des contre-chocs : Il y en a eu deux : En 85/86 où les prix furent divisés par 3 puis en 98/99 où le pétrole a connu ses prix les plus bas depuis près de 30 ans. Ces importantes fluctuations des prix sur la principale matière première du développement capitaliste planétaire dépendent évidemment de l'offre et de la demande qui dépendent elles-mêmes de la situation économique et politique de la scène internationale. Ainsi certains événements majeurs comme la guerre du Golfe de 90/91 n'entraînent que des mini-crises car l'Arabie Saoudite, à la botte des U.S.A. et de l'Occident, premier producteur mondial, a eu les capacités techniques d'ouvrir ses vannes afin de compenser le boycott du pétrole irakien par les «alliés».
Il faut noter que ce 3e choc est déjà à relativiser car même à 35 dollars le baril, il n'atteint pas en dollars constants son niveau de 1974 ou de 82.

«Le troisième choc»

Ses causes sont différentes par rapport aux chocs précédents. Bien sûr la demande sur les marchés fut supérieure à l'offre :

- 1 - Le système capitaliste est entré dans un cycle de croissance (dont on ignore la durée). La reprise économique demande plus de matières premières.
- 2 - Les réserves de pétrole dans les pays riches sont faibles en particulier aux U.S.A. où la météorologie prévoit un hiver rigoureux... et comme les marchés sont frileux... Cet argument peut paraître curieux mais les marchés fonctionnent aux rumeurs d'où le succès des «mesdames Soleil» en «économie-gestion».
- 3 - L'O.P.E.P. (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) a décidé de limiter sa production afin de faire remonter les cours.

C'est cette dernière raison qu'il convient d'analyser car elle apparaît comme étant la principale. L'O.P.E.P. qui ne regroupe plus que 11 pays producteurs (Arabie Saoudite, Iran, Irak, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Algérie, Indonésie, Nigéria et Venezuela) et qui ne produit actuellement que 40 % du pétrole au niveau mondial va de nouveau jouer un rôle central. En effet plus de 70 % des réserves prouvées de pétrole dans le monde se trouvent dans les Etats autour du Golfe Persique qui sont toujours à l'O.P.E.P. Si nous n'avons pas eu de choc pétrolier pendant plus de 18 ans malgré les conflits dans et autour ces pays producteurs cela s'explique par le fait que la technologie capitaliste avait été capable de trouver de nouveaux gisements à – 3000 mètres en particulier dans les profondeurs sous-marines. Ces nouveaux gisements des années 80 compensaient ainsi largement le boycott par les démocraties parlementaires à la botte des U.S.A. de trois Etats membres de l'O.P.E.P. ne jouant pas le jeu de l'Occident (l'Iran, l'Irak et la Libye : des Etats totalitaires au même titre que l'Arabie Saoudite ou le Koweït, autres membres de l'O.P.E.P. mais à la solde de l'Occident !). De plus avec la fin de l'U.R.S.S., la Russie, autre pays producteur important de pétrole non-membre de l'O.P.E.P., devenait un Etat dépendant de «l'aide internationale» dont l'Occident pouvait espérer piller à moindre prix une partie de ses richesses. Même si les U.S.A. avaient sous sa coupe le principal pays producteur : l'Arabie Saoudite, ils usaient avec l'Europe de leur influence afin que les nouveaux Etats producteurs n'adhèrent pas à l'O.P.E.P. (Mexique, Norvège, Russie...) ou la quittent (Equateur en 92, Gabon...) diminuant ainsi son influence sur les cours. Ce scénario a bien fonctionné jusqu'en 1999.
Mais les prix étaient devenus si bas que tous les pays producteurs se sont retrouvés endettés. Fini les surplus de milliards de pétrodollars à recycler ! Même l'Arabie Saoudite connaît une crise sociale pouvant à terme mettre en danger sa monarchie. Sous la direction du Venezuela, l'O.P.E.P. va reprendre soudainement des couleurs.

Le rôle du Venezuela

Le Venezuela est le troisième producteur mondial de pétrole et l'un des principaux fournisseurs des Etats-Unis. C'est aussi l'un des pays les plus pauvres de la planète. Jusqu'en 99, cet Etat ouvrait largement ses vannes comme beaucoup d'autres pays producteurs et dépassait largement son quota d'exportation contribuant ainsi à la baisse des cours.

En février 99, Hugo Chavez, ancien guérillero, est élu à la présidence. C'est un partisan de ce que l'on appelle la «révolution bolivarienne» (Simon Bolivar fut un général américain qui contribua au début du 19 ème siècle à l'indépendance des colonies espagnoles dont le Venezuela). Il se veut le nouveau leader défenseur des pays pauvres. Son discours est dans la lignée de ce que pouvait dire un certain Fidel Castro par rapport à l'inégalité des échanges entre le Nord et le Sud devant un pare-terre de chefs d'Etats de pays «non-alignés» (c'est à dire indépendants – ou prétendus être – de feu l'U.R.S.S. et des U.S.A.).

Dès son arrivée au pouvoir il a réduit les exportations malgré la faiblesse des cours et va impulser une politique de contrôle de la production au niveau international facilitée par le fait que le Venezuela assure la présidence de l'O.PE.P. Il séduit la quasi-totalité des membres de l'O.P.E.P., l'Arabie Saoudite est même contrainte de suivre le mouvement pour des raisons économiques et sociales. Le Nigéria, qui se sort tant bien que mal de ses dictatures militaires successives, y voit le moyen de réduire sa dette. Même des pays producteurs non membres de l'O.P.E.P. comme le Mexique lui emboîtent le pas.

Dans une conjoncture économique favorable (la reprise...) et dans une période de doute pour le futur, les prix du brut vont être multipliés par trois en moins d'un an et demi.

L'O.P.E.P. redevient dynamique mais son centre décisionnel n'est plus dans le Golfe mais dans l'arrière-cour des Etats-Unis. Cela fait désordre pour les maîtres du monde d'autant plus que ce «Chavez» se permet de rendre visite à Saddam Hussein et d'avoir des répliques insolentes envers le porte-parole de la Maison Blanche.

Ce pouvoir vénézuélien pose des problèmes aux U.S.A. car il a respecté les traditionnelles règles de la démocratie parlementaire et ne peut être taxé de dictature. D'autre part il est en place pour 6 ans renouvelables dans ce qui reste une poudrière : L'Amérique Latine dont la «balkanisation» est possible.

Les conséquences à court terme

Les pays producteurs peuvent espérer en tirer profit à court et moyen terme si l'O.P.E.P. réussit à maintenir le cours du baril, dans le temps, à 25 dollars minimum. Quant aux pays pauvres n'ayant pas la chance de posséder cet «or noir», mais dont les dirigeants aspirent au développement capitaliste, ils s'endetteront encore plus afin de fournir entre autre une main d'œuvre quasi gratuite aux entreprises venant se délocaliser sur leur territoire. Le pouvoir vénézuélien conscient d'enfoncer encore plus certains pays amis comme Cuba espère se servir de l'O.P.E.P. pour créer une banque qui pourrait devenir un contre-poids au F.M.I... Une vue de l'esprit ou la base de futurs conflits ? L'avenir nous le dira !

Bien que les compagnies pétrolières soient, elles aussi, bénéficiaires, elles n'en profitent pas pour rembourser leurs dettes via le F.M.I. et la Banque mondiale... ! Elles vont annoncer des bénefs conséquents pour l'année 2000 (Shell a annoncé un bénéfice de 45 milliards de francs français pour le premier semestre 2000) qui permettra à Total-Fina par exemple de se blanchir financièrement de la catastrophe de l'Erika. Ce fric accumulé devrait favoriser très prochainement la signature d'accords entre les gestionnaires européens et les compagnies pétrolières en ce qui concerne les transports par voie maritime de «l'or noir».

Quant aux Etats riches qui taxent à 70/80% les produits pétroliers, cette augmentation fut aussi une aubaine. Si nous prenons l'exemple de la France, il y a deux taxes : La taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P.) qui dépend des quantités mais pas des prix et l'éternelle T.V.A. à 19,6 % du prix hors taxes. Plus les prix hors taxes sont élevés plus l'Etat engrange grâce à la T.V.A... Afin de récompenser les possesseurs de grosses cylindrées, l'Etat a aboli la vignette... Puis, début septembre, le mouvement du petit patronat circulant sur les routes, les canaux, les mers à contraint la gauche plurielle à faire des concessions mineures en introduisant une T.I.P.P. flottante limitant l'augmentation des prix à la consommation. Même si l'Etat français va perdre quelques milliards de francs par rapport à ce qu'il espérait tirer de cette augmentation des prix, il sera encore largement bénéficiaire. Ces actions directes de blocage économique furent dénoncées comme il se doit par le pouvoir mais aussi par le patronat, le vrai, le grand, qui avaient peur pour leur croissance. Cette augmentation des prix du brut aura contribué aussi à la faillite de petites entreprises de transport, donc à une plus grande concentration dans ces secteurs... en toute logique capitaliste et ce n'est pas le grand patronat qui viendra s'en plaindre.

Quant à la croissance, la reprise économique... il est probable que si le prix du brut se stabilise aux alentours de 30 dollars le baril, cela n'aura que peu d'influence sur la croissance du système capitaliste ; beaucoup moins que d'autres phénomènes bien plus imprévisibles (ce qui n'exclut pas que cela rentre dans plusieurs phénomènes complémentaires). Au niveau de l'inflation, la peur bleue des gestionnaires, le prix de cette matière première et de ses dérivés ne représente que 5 % dans l'indicateur des prix à la consommation, mais là aussi plusieurs phénomènes peuvent se cumuler. Quant à la «consommation des ménages», autre baromètre de nos sociétés développées, le pétrole sous toutes ses formes ne représente que 3,9 % de leur consommation... ce qui ne justifie pas une alliance entre le petit patronat et la grande masse des consommateurs... d'autant plus que ces derniers paient aujourd'hui leur gasoil, leurs fuels, leur super avec ou sans plomb à des prix qui restent inférieurs à ce qu'ils étaient au milieu des années 80 où le dollar valait plus de 10 francs français.

On est en droit de se demander si la pointe actuelle à 35 dollars le baril n'est pas un troisième choc pétrolier pour les véritables centres du capitalisme mais plutôt un réajustement logique du prix d'une énergie primaire indispensable pour ce système. Ceux qui en subissent durement les conséquences sont les travailleurs les plus pauvres qui au Nord consomment du pétrole sous une forme ou sous une autre ; et qui surtout au Sud auront bien du mal à vendre leur force de travail à un «meilleur» prix.

Des nouvelles données

1/ Au niveau de l'offre

Cette multiplication par trois des prix de l'«or noir» va avoir immanquablement des conséquences sur «la scène internationale». Les grandes puissances vont amplifier leur travail de sape de l'O.P.E.P. qui est la seule structure de pays producteurs pouvant avoir une influence réelle sur les cours de leur matière première. Jusqu'à maintenant les Etats-Unis avaient la main-mise sur cette organisation via le premier producteur : l'Arabie Saoudite. Avec les nouvelles donnes économiques et sociales et l'affirmation politique «tiers-mondiste» du Venezuela, cela peut changer d'autant plus que les maîtres du monde ne sont pas arrivés à stabiliser la situation politique dans le Golfe où une nouvelle guerre est plus que jamais envisageable, en particulier autour de l'échec de la constitution d'un Etat palestinien.

La stratégie des pays développés est claire : Augmenter et développer la production de pétrole dans des Etats hors O.P.E.P. qu'ils peuvent ou espèrent contrôler (Russie,

Afrique...). Pour ce faire, les compagnies pétrolières ont de nouveau du fric pour la recherche et l'exploitation de nouveaux gisements... mais c'est loin d'être évident car aujourd'hui les réserves réelles de pétrole se trouvent encore et toujours, très majoritairement, dans les Etats membres de l'O.P.E.P. De plus, peu d'Etats hors O.P.E.P. ont les moyens d'augmenter leur production actuelle sans investissements très lourds des compagnies pétrolières ; quant aux gisement en Mer du Nord, on en verra assez rapidement le fond à moins de nouvelles prouesses technologiques qui de toutes façons ne feraient que reculer l'échéance de quelques années.
Au Venezuela, véritable épine dans le pied des U.S.A., verra-t-on la C.I.A. y intervenir comme au début des années 70 au Chili ?

Au niveau international, pas seulement au Moyen-Orient, tout est désormais possible ! Les pays riches, sous la direction des Etats-Unis, feront tout (y compris la guerre !) pour modifier l'offre de pétrole.

2/ Au niveau de la demande

Au niveau mondial, la demande était en 1996 de 72 millions de barils par jour. Cette année, elle se situe aux alentours de 76 m.b.j. Le pétrole continue de représenter 40 % de la consommation mondiale d'énergie primaire. Le système capitaliste dans son développement nécessite de plus en plus d'énergie. **Pour celui-ci, le pétrole est et restera incontournable pendant encore des décennies et la demande au niveau mondial continuera à croître**. On dit bien **au niveau mondial** ! Car au niveau européen, à moyen terme, une stagnation voire une diminution de la demande de pétrole peut s'envisager si des décisions politiques allant dans ce sens sont réellement prises. Les pays développés parlent de diversification de leurs sources d'énergie, d'énergies renouvelables, d'économie d'énergie. C'est tout à fait possible de progresser dans cette voie en Occident quand celui-ci favorise la délocalisation de ses entreprises grosses consommatrices d'énergie primaire en Chine, en Afrique... et quand celui-ci œuvre afin que tout le reste de la planète entre de plain pied dans le développement capitaliste. Il suffit par exemple que l'Europe réussisse à réduire le transport routier international (on ne s'en plaindra pas !) au bénéfice du rail (pour transporter les mêmes merdes !) fonctionnant à l'électricité (produite comment ?), développe les transports en commun (il faudra continuer à se battre pour que ceux-ci soient gratuits pour tous), réglemente la circulation automobile dans les villes ; l'Europe pourrait ainsi «respecter l'environnement» et son quota de rejet dans l'atmosphère de gaz carbonique générateur de l'effet de serre.

Mais cela passe dans le cadre actuel de nos sociétés par un transfert de la consommation d'énergie primaire (pétrole, gaz, charbon...) vers une augmentation significative de la production d'électricité. C'est ainsi qu'au niveau européen l'énergie éolienne devrait connaître un grand boum, passant des 8000 mégawatts qu'elle génère actuellement à 40 000 (la façade atlantique va être encore plus défigurée qu'elle ne l'est actuellement !). **Et les nucléocrates relèvent la tête !** Au sein de la Commission européenne, on voit se multiplier les déclarations vantant les «mérites» de l'énergie nucléaire... : «peu polluante», «pas trop chère»... La montée des prix du pétrole et l'effet de serre leur redonnent du tonus. A Bruxelles, certains technocrates déclarent qu'il y a deux obstacles à surmonter : Les populations civiles à convaincre et le traitement des déchets radioactifs. Ils comptent, bien sûr, sur la France pour trouver des solutions... **Le combat antinucléaire est et sera de plus en plus d'actualité !**

Le développement en question

Pour le système capitaliste et son mode de développement se posent le problème crucial des réserves énergétiques de la planète. En 78, les réserves de pétrole prouvées ne représentaient que 28 ans de production. Puis, jusqu'en 96, grâce aux découvertes de nouveaux gisements obtenus à l'aide d'une technologie de pointe mais surtout au fait que les recherches se sont étendues aux milieux sous-marins sous beaucoup de latitudes, ce délai fut repoussé entre 48 et 68 ans suivant les technocrates du pétrole. Ces variations dans l'estimation dépendent évidemment des multinationales concurrentes sur le marché. Mais depuis 97, malgré des chiffres complètement différents, toute cette technocratie reconnaît que les réserves diminuent. Certains expliquent ce phénomène par le fait que les compagnies pétrolières n'ont (ou n'avaient) pas assez de fric pour la prospection et qu'avec leurs nouveaux bénéfices obtenus grâce à l'augmentation des prix du brut cela devrait repartir de plus belle. Rien n'est moins sûr ! Des incrédules demandent un audit énergétique sérieux de la planète rigoureusement impossible tellement la concurrence et l'intox sont grandes.
Néanmoins, réfléchissons un instant : la planète est un ensemble bien délimité, les réserves en matière première sont du domaine fini même si elles ne sont pas toutes connues. Le développement capitaliste va à une allure dépassant largement tout renouvellement géologique des réserves... et ce développement n'a pas de limite, il tend vers l'infini. On ne peut que se rendre compte qu'un jour ou l'autre il y aura un hic ! Alors, au lieu d'inviter le système capitaliste à trouver des sources d'énergie inépuisables, non polluantes, ne ferait-on pas mieux d'être un peu plus nombreux à remettre en cause les fondements même de son développement ?

Sans la mort de ce développement, la planète va crever !

Denis, Reims le 15/10/00

Numéro spécial anti-nucléaire

Au sommaire :
- **Les origines du nucléire**
- **Les grandes luttes**
- **Vers un réel mouvement anti-nucléaire**

A commander à :
OCL / Egregore - bp 1213
51058 Reims Cedex
36 pages - 25 F

Israël : une société en mutation

De nouveau le Proche-Orient s'est enflammé. Pour essayer de comprendre cette situation aussi explosive qu'inquiétante, il importe – entre autres bien sûr – d'analyser les différentes composantes de la société israélienne ainsi que les enjeux que représente pour elles la «Terre promise».

Un peu d'histoire...

Le 14 mai 1948. David Ben Gourion, Juif polonais immigré en Palestine en 1906, prononce les mots suivants : «En ce jour où prend fin le mandat britannique et en vertu du droit naturel et historique du peuple juif et conformément à la résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies, nous proclamons la création d'un Etat juif en Palestine». En une phrase, Ben Gourion a tout dit : si l'Etat d'Israël s'installe légitimement en Palestine, il le doit à la fois aux puissances occidentales bienheureuses de se débarrasser du «problème juif» en leur offrant un foyer national, et à la... Genèse puisque la Palestine, c'est tout simplement la «Terre promise».

Evidemment ce partage de la Palestine élaboré à la fin de la seconde guerre mondiale ne pouvait pas faire que des heureux. Cela tient au fait qu'il s'avérait particulièrement généreux envers la communauté juive. Celle-ci, démographiquement minoritaire, se reposait depuis plusieurs années sur l'activité armée, voire «terroriste, de milices sionistes, Irgoun et Stern, qui ont fini par avoir raison de la patience de la puissance tutélaire britannique. Pour Palestiniens et Arabes, il n'en va évidemment pas de même : comment accepter en effet que 32 % de la population de la Palestine se retrouve en possession de 56 % des terres, alors qu'elle n'en possède à l'origine que 7 % ? Les années 1947 et 1948 sont donc des années de guerre entre milices sionistes et armées arabes.

Jusqu'en 1977, c'est la gauche israélienne qui a en charge la défense de la nation. En fait, la guerre l'arrange, car elle lui permet à la fois d'étendre son territoire et d'empêcher la constitution d'un Etat arabe palestinien à sa porte. Et si elle arrive à vaincre les armées arabes en cette année 1948 et à proclamer la naissance de l'Etat d'Israël , elle le doit à plusieurs facteurs :

- Pour de nombreux Juifs ayant échappé au nazisme, Israël représente une chance historique de ne plus être à la merci des flambées antisémites qui ont secoué le Vieux Monde. Il s'ensuit une grande mobilisation pour défendre le projet sioniste, y compris les armes à la main.
- Les sionistes ont l'appui de l'URSS à travers la Tchécoslovaquie, une URSS qui ne poursuit qu'un objectif : celui d'éjecter la Grande-Bretagne du Proche et du Moyen-Orient. C'est donc une armée bien équipée qui affronte des troupes arabes plus nombreuses mais moins bien dotées.
- En menant une politique de terreur marquée notamment par le massacre de Deïr Yassin, les milices sionistes ont réussi à jeter sur les routes entre 7 à 800 000 Palestiniens. Ce faisant, elles ont accaparé des terres, des terres devenues vierges de population, et donc libérés pour les très nombreux colons attendus et nécessaires à la survie du jeune Etat.

Chaque décennie aura sa guerre. En 1956, l'armée israélienne occupe le Sinaï en liaison étroite avec les Etats français et anglais qui veulent se débarrasser d'un Nacer encombrant ; en 1967, la guerre des Six-Jours permet à l'armée israélienne de s'emparer de Jerusalem-Est, de la Cisjordanie, de Gaza, du Golan et du Sinaï ; en 1973, c'est la guerre de Kippour dont le but est pour Anouar el Sadate et Hafez El-Hassad de récupérer certaines des terres perdues six ans plus tôt ; en 1982 enfin, c'est la guerre du Liban qui voit notamment les troupes israéliennes d'Ariel Sharon permettre aux milices libanaises de massacrer 800 réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila.

Ce bref rappel historique a pour but de montrer que l'Etat israélien s'est bâti sur la guerre et s'est maintenu par la guerre. Cela veut dire également que tout Israélien a été élevé dans la peur : dans la peur de cet Autre, l'Arabe, qu'il soit palestinien bien sûr, syrien, égyptien ou irakien ; dans la peur d'une guerre inévitable, dans l'attente d'une mobilisation générale pour défendre la Patrie.

Mais l'édifice se lézarde lentement. Symbole de cette évolution, les récents débats opposant les historiens israéliens entre eux. Des voix s'élèvent pour condamner la façon dont est racontée la naissance de l'Etat hébreu. La vision du valeureux pionnier sioniste cultivant une terre laissée à l'abandon par l'Arabe archaïque a du plomb dans l'aile. Certains admettent enfin qu'Israël a des responsabilités dans l'exode des Palestiniens en 1948 ; que le massacre de Deir Yassin n'est pas l'acte isolé d'une milice israélienne, l'Irgoun, mais que ce massacre faisait partie d'un plan général visant à «purifier ethniquement» la Palestine de sa population arabe.

Emergence de conflits inter communautaires

La société israélienne a bien changé depuis 1948. Aujourd'hui, le pays compte six millions d'habitants à 80 % juifs, contre 870 000 cinquante ans plus tôt. C'est d'abord une mosaïque de populations.

L'Israël des origines s'est bâti autour d'une communauté bien spécifique, les Juifs ashkénazes d'Europe de l'Est. Le fondateur du sionisme politique, Theodor Herzl était Hongrois, Ben Gourion, Polonais, Menahem Begin, Russe. C'est dans les rangs ashkénazes que sont sortis les principaux militaires et politiciens israéliens, de droite comme de gauche.

Face à eux, on trouve la communauté juive orientale, regroupée à tort sous l'étiquette « juive sépharade ». Si ces populations ont connu l'antisémitisme, voire, au cours de leur histoire, les pogroms, elles n'ont pas eu à subir le génocide nazi. De plus, culturellement, elles ont pris l'habitude de vivre avec les Arabes dans les différents pays du Maghreb ou du Moyen-Orient où elles séjournaient. La création de l'Etat d'Israël et l'émotion que cela crée dans les pays à majorité musulmane vont pousser nombre d'entre eux à gagner la «Terre promise». Pour cette population, le choc a été important, car ils se sont retrouvés dans un Etat dominé par une élite socialisante, laïque, culturellement très occidentalisée, qui les a sommés d'abandonner leurs habitudes diasporiques et d'adopter «le modèle social et culturel (...) forgé par les sionistes russo-polonais» (Alain Dieckhoff) présents en Palestine depuis le début du siècle. Socialement, les Juifs orientaux occupent encore aujourd'hui les professions les moins cotées, ont les revenus les plus faibles, les logements les plus misérables... et, conséquemment, se retrouvent plus facilement derrière les barreaux que les Ashkénazes. Majoritaires dans le pays, mais marginalisés économiquement, ils ont confié pendant longtemps leur sort aux mains du Likoud, la droite israélienne, profondément sioniste elle aussi, mais qui a fait de la défense des Juifs «non-ashkénazes» son fonds de commerce électoral.

L'autre groupe important est bien sûr composé des Arabes israéliens. Ce sont en fait des Palestiniens qui sont restés sur place en 1948-1949. On en dénombre aujourd'hui près d'un million. Leur situation est on ne peut plus paradoxale. Comme l'écrit le chercheur Alain Dieckhoff, « ils sont à la fois des citoyens comme les autres », bénéficiant des mêmes droits politiques et civils que les Juifs, et des citoyens «différents des autres», maintenus dans une situation périphérique tant politiquement qu'économiquement. Cela tient notamment au fait que, l'Etat d'Israël se voulant Etat juif, ils ont bien du mal, en tant que citoyens, à s'y sentir intégrés. De même, ils ont été exclus de tout service militaire ; or, dans un Etat qui s'est construit par la guerre, s'est maintenu par la guerre et donc le sacrifice de ses citoyens sur les champs d'honneur, cela ne peut faire des Arabes d'Israël, de «vrais Israéliens». Leur malaise est encore renforcé par le fait qu'ils ne participent pas non plus à la construction de l'Etat palestinien en devenir depuis les Accords d'Oslo.

Ces problèmes communautaires vont inévitablement fragiliser l'Etat israélien. Rappelons que celui-ci est un Etat théocratique dont la législation a pour objectif de protéger la judéité de l'Etat. Cela signifie que «la judéité de l'Etat établit de fait une distinction entre la communauté politique légale (regroupant tous les citoyens) et la communauté politique nationale (restreinte aux seuls Juifs)» (Dieckhoff Alain, *Israël : une nation en armes à l'ère de l'individualisme*). C'est un Etat qui ne repose pas sur une Constitution puisqu'à sa naissance, Ben Gourion a cédé devant les religieux, opposés à ce que les Juifs puissent obéir à une autre loi que la loi divine. Du coup, ce sont les religieux qui règnent en maîtres sur la vie personnelle des Israéliens et Israéliennes.

L'impact de Tsahal sur la société israélienne

L'autre problème auquel est confronté Israël aujourd'hui est celui de son armée.

Depuis 1948, Tsahal, l'armée israélienne, est l'agent par excellence de l'intégration nationale. Tout le monde y participe, hommes ou femmes... à l'exception bien sûr des Arabes israéliens jugés non sûrs et des haredim, c'est-à-dire des ultra-orthodoxes, qui peuvent bénéficier assez facilement d'exemptions. C'est par son passage au service national que le jeune Israélien signe son appartenance à la communauté et sa volonté de la défendre, c'est ainsi qu'il devient un «véritable» citoyen. Mais si cette fonction du service militaire est la même aux quatre coins de la planète, elle l'est encore plus dans un pays hyper-nationaliste qui s'est toujours considéré comme une citadelle encerclée.

Jusqu'aux années 1970, Tsahal était portée au pinacle : elle incarnait la volonté de l'élite juive et socialisante que la Patrie soit défendue par le peuple en armes. L'arrivée du Likoud au pouvoir en 1977 a profondément changé la donne. C'est lui qui organise la guerre du Liban en 1982, guerre dont le but est d'installer un pouvoir ami à Beyrouth et qui s'est soldée notamment par l'effroyable boucherie de Sabra et Chatila. C'est à cette occasion que les premiers objecteurs de conscience se font entendre. Ceux-ci ne refusent pas de défendre la patrie les armes à la main, mais contestent la nature de l'engagement israélien au Liban. Ils ne voient plus ce conflit comme une guerre défensive, mais comme un conflit dicté par de bas calculs politiques. De plus, les nombreuses bavures, les témoignages de mauvais traitements infligés aux Palestiniens, l'autoritarisme régnant au sein de l'armée suscitent de nombreuses questions et querelles dans la société civile.

Aujourd'hui, une fraction de la jeunesse est plus que critique par rapport à Tsahal. Ces jeunes, souvent diplômés et laïcs, ont de plus en plus de mal à accepter d'aller tirer sur des adolescents lanceurs de pierre. Quant aux plus anciens, beaucoup rechignent à délaisser leur activité professionnelle pour aller effectuer leur période de réserve. Société moderne gagnée par l'individualisme, les Israéliens ont de plus en plus de mal à se faire à leur statut de «citoyen-soldat». En clair, la défense intransigeante de l'institution militaire ne fait plus l'unanimité.

La scène politique israélienne

Ces multiples tensions internes qui secouent l'Etat et la société israélienne et la question de «l'Etat palestinien» ont leur traduction dans le champ politique.

Il y a le Likoud qui défend une conception intégraliste de la Terre d'Israël, c'est-à-dire qui considère que Jérusalem et la Cisjordanie font partie intégrante de la «Terre promise», d'où sa politique favorable à l'implantation de colonies.

Il y a bien sûr le Parti travailliste. Convertie au libéralisme économique, son élite dirigeante est favorable au processus de paix car elle sait bien que sans règlement de la «question» palestinienne, les investisseurs rechigneront à investir dans le pays et, en conséquence, Israël demeurera dépendante notamment des 3 millions de dollars annuels que lui verse le gouvernement américain.

Mais les partis politiques qui sont en train de s'installer durablement et fortement dans le paysage politique israélien sont bien sûr les partis reli-

gieux. On peut sommairement les diviser en deux tendances : les sionistes religieux d'un côté, les ultra-orthodoxes de l'autre qui dénient toute légitimité religieuse à l'Etat et, ce faisant, ont longtemps condamné le nationalisme israélien. Ces partis ont évolué, notamment après la guerre du Kippour, et aujourd'hui ce courant exprime à la fois un nationalisme féroce et un intégrisme religieux qui ne l'est pas moins.

Alors que le Parti travailliste s'appuie sur les classes moyennes intellectuelles, laïques d'origine askhénaze, Likoud et partis religieux chassent sur les mêmes terres. Des terres peuplées d'Israéliens apeurés par l'édification possible d'un Etat palestinien à la frontière, d'Israéliens religieux qui considèrent que les droits de la communauté l'emportent sur ceux de l'individu, et à ce titre condamnent l'occidentalisation et la montée de l'individualisme. On pourrait s'étonner de trouver nombre de Juifs orientaux dans ces partis, puisque historiquement ils partagent avec les Arabes nombre de traits culturels. Mais ils partagent également avec ces citoyens israéliens, rappelons-le, une situation sociale difficile et c'est avec eux qu'ils se retrouvent en concurrence pour les emplois. Par cette intransigeance nationaliste et religieuse, ils affirment avec force leur identité israélienne. Ils rejoignent ce faisant Ben Gourion qui déclarait au moment de la guerre du Kippour : «Nous ne voulons pas que les Israéliens se transforment en Arabes. Nous devons lutter contre l'esprit levantin qui corrompt les hommes et les sociétés, et conserver les valeurs authentiquement juives développées dans la Diaspora.»

Les Israéliens sont ainsi face à leur destin : soit ils renforcent la spécificité «juive» de leur Etat, soit ils trouvent la force de rompre avec la théocratie et le sionisme, donc d'intégrer pleinement les Arabes d'Israël dans la communauté nationale. La résolution du «problème palestinien» est suspendue à ce choix. Mais peut-être, comme le souhaite Edward Saïd, que Palestiniens et Israéliens réfléchiront un jour «en termes de citoyenneté et non de nationalisme, dans la mesure où ni la séparation, ni le nationalisme théocratique, qu'il soit juif ou musulman, ne sont des voies d'avenir».

Patsy

Extrait de l'émission «Le Monde comme il va» (Hebdo libertaire d'actualité politique et sociale, nationale et internationale) sur Alternantes FM (98.1 Mgh à Nantes ; 91 Mgh à Saint-Nazaire).

Sources :

Israël : dualité politique et pluralisme communautaire Alain Dieckhoff, article paru dans le n°159 de la revue Monde arabe en janvier 1998. *Israël : une nation plurielle*, article paru dans les Cahiers de l'Orient n°54 en 1999, *Israël : une nation en armes à l'ère de l'individualisme.*

Pour une histoire profane de la Palestine, Loftallah Soliman, Editions La Découverte.

Les 100 portes du Proche-Orient, dictionnaire très intelligemment conçu par Alain Gresh et Dominique Vidal, sorti en 1989 par Autrement Editions.

Peuple juif ou problème juif ? Editions La Découverte/poche de, recueil d'articles sur la question juive et l'Etat d'Israël que l'on doit à Maxime Rodinson.

Israël, Palestine, l'égalité ou rien Edward Saïd, Editions La Fabrique.

L'Mouvement

La lutte contre les O.G.M.

L'Athénée Libertaire organise un débat sur ce thème qui aura lieu le vendredi 10 novembre 2000 à 19h30 en présence de René Riesel, l'auteur de *Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer*, Éd. de l'Encyclopédie des Nuisances.

Salle des Guignons : 7, boulevard du Général Leclerc, 92000 Nanterre (RER Nanterre Ville, en face de la Mairie de quartier)

Athénée Libertaire,BP 621, 92006 Nanterre Cedex.

Franc-tireur, un combat antifasciste à Marseille

Attaque aux cocktails Molotov contre le siège du Front National à Marseille ; destruction à l'explosif du restaurant La Truffe noire à la veille d'un meeting du F.N.J. ; destruction à l'explosif du siège du F.N. à Marseille ; attaque à l'explosif contre le consulat d'Italie le jour de la visite de Berlusconi à Aix-en-Provence ; attaque à la grenade d'un local du F.N. à Marseille ; destruction d'un local du F.N. à Bonneveine...

En octobre 99, deux militants antifascistes marseillais sont arrêtés et écroués pour cette série d'attentats revendiqués F.T.P. (Francs-tireurs-partisans). Ce livre raconte l'histoire de ces F.T.P. : leur militantisme, leurs actions, leur arrestation, leurs conditions de détention et le soutien que leur ont apporté de nombreuses personnes.

Editions Reflex- 112 pages- 40 FF, à commander au 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

Forum Oroit eta Sala, les 16-17 décembre à Bayonne

L'association Oroit eta Sala s'est constituée en 1997 pour dénoncer les attentats du GAL (groupe de mercenaires payés par l'Etat espagnol qui ont assassiné 27 militants basques et habitants du Pays Basque, de 1983 à 1986, avec la complicité de l'Etat français) et exiger que la vérité soit faite sur les responsabilités des autorités françaises.

C'est la troisième année que l'association Oroit eta Sala organise un forum de deux jours sur un thème lié aux pouvoirs des Etats et à leurs exactions.

Cette année, le thème retenu est : Médias et raison d'Etat.

Quel rôle remplissent les médias face au terrorisme d'Etat ? Les journalistes ont-ils une autonomie totale pour mener les enquêtes ? Quelle est la part de censure, d'autocensure ? Quelles sont les relations entre presse, pouvoir politique, police et justice ? Quelle fonction joue la presse face à un conflit comme celui qui est vécu au Pays Basque ? Des journalistes et des écrivains donneront des conférences, suivies de débats, à propos de ces questions.

Interviendront à ce forum :

- Pierre Carles, journaliste, auteur du film *Pas vu, pas pris.*
- Serge Halimi, journaliste et auteur des ouvrages : *Les nouveaux chiens de garde*, L'opinion, ça se travaille
- Arthur Mac Caig, journaliste TV, auteur de reportages sur le GAL
- Le Collectif Ardi Beltza (Brebis Noire), composé de journalistes d'investigation au Pays Basque sud et éditeur d'une revue du même nom
- Le comité Popo Larre, qui se bat pour que la vérité soit faite sur la disparition d'un militant d'Iparretarrak dans les années 80, et dont on suspecte qu'il a été assassiné par la police.

Pendant le forum, diverses animations (films, expositions) seront aussi proposées.

Pas de paix pour les patrons

Le Groupe Libertaire d'Ivry tient une réunion publique le samedi 11 novembre 2000, à partir de 14 h au 30 rue Saint-Just à Ivry, métro Mairie d'Ivry, RER C, Bus 182, 125... sur le thème : *Pas de paix pour les patrons*

Avec un film (15 mn) sur les luttes de l'été (Cellatex, Bertrand Faure...).

Le mouvement basque accueille les chefs d'Etat européens

Les 13 et 14 octobre se tenait à Biarritz le Sommet informel des chefs dEtat et de gouvernement européens, destiné à préparer le Sommet des 7 et 8 décembre à Nice. Les objectifs : faire le point et avancer sur la «Charte Européenne des droits fondamentaux» et sur la réforme des institutions européennes (représentativité et pouvoir de décision), en prévision de lélargissement de l'UE. Chaque Sommet, où qu'il se déroule dans le monde, amène une contestation de la part de ceux/celles qui sopposent à la politique des dirigeants. A Biarritz, on n'a pas échappé à la règle.

Les dirigeants français occupant ces mois-ci la présidence de l'UE, cest en France que sest tenu ce sommet. En France ? Non. Au Pays Basque. C'est ce que le mouvement abertzale (autonomiste ou indépendantiste) a voulu signifier, rappelant que les chefs européens se sont invités dans un pays dont ils nient l'existence, que des revendications autonomistes ou indépendantistes sont portées par un mouvement massif auxquelles les Etats répondent par le mépris et la répression, quune lutte existe pour construire une nation, solidaire des autres peuples.

Le dynamisme de cette mouvance militante, de part et d'autre de la frontière, et le contexte de crise et de durcissement de la tension politique au Pays Basque Sud, expliquent que les manifestations contre le Sommet ont eu des caractéristiques particulières ; au point d'ailleurs que le contre-sommet aura eu plus d'échos dans les médias, en tout cas locaux, que le Sommet lui-même.

Tensions avec la gauche institutionnelle jacobine

Il est rare que le mouvement abertzale s'engage sur des plates-formes communes et sur des actions unitaires avec des groupes hors de sa mouvance. Cette fois-ci, il y a eu tentative pour élaborer une démarche commune entre gauche institutionnelle, groupements anti-mondialisation et abertzale de gauche afin d'organiser un contre-Sommet. Avec l'objectif d'unir ceux/celles qui luttent pour leurs droits en tant que nation opprimée et ceux/celles qui luttent contre la pauvreté et l'exploitation capitaliste dans une seule et même lutte contre l'Europe capitaliste.

C'est Attac-Pays Basque qui a pris l'initiative de réunir tout ce monde, alors que les partis politiques de la gauche abertzale (AB, du Pays Basque Nord ; EH , du Pays Basque Sud et Haika, organisation des jeunes abertzale du Nord et du Sud) avaient engagé la programmation de leurs interventions spécifiques communes.

L'élaboration de la plate-forme du Collectif «anti-Sommet» a été lente et laborieuse (elle a duré 4 mois), obligeant à des compromis tortueux pour réunir, sur un dénominateur commun, des organisations allant du PC, de l'UL-CGT à la LCR Pays Basque, en passant par les Verts locaux et les abertzale d'AB. Il n'y a pas eu de divergences de fond sur l'analyse de l'Europe ni sur les revendications, exprimées en termes de droits. Les groupes ont ainsi cosigné un texte modéré et passe-partout, s'en prenant «au libéralisme à tout crin» de l'Europe, et appelant de leurs vœux une Europe «véritablement sociale»,»soucieuse d'une réelle répartition des richesses», «respectueuse de l'environnement», des «droits fondamentaux de la personne humaine et des libertés collectives», une «Europe démocratique, une Europe des peuples solidaire des peuples des pays pauvres». En revanche, il y a eu dès le début des pressions pour exclure du texte toute référence au «problème basque»; en particulier autour de l'unique point qui y faisait référence et qui a finalement été adopté: «Les peuples d'Europe ont droit au développement de leur culture minorisée, à une officialisation de leur langue. Les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes et de choisir leur avenir comme ils l'entendent. Ce sont eux, et pas seulement les chefs de gouvernement (sic !), qui doivent décider démocratiquement des relations qu'ils veulent avoir entre eux au niveau européen». Le PCF a été le premier à se retirer du Collectif, à cause du «traitement de la question basque». Puis à deux semaines du Sommet, ça a été au tour de l'UL-CGT, d'Attac 64 et 40 (Landes), de la FSU (enseignants) d'opérer successivement un repli stratégique, se désolidarisant complètement du travail quils avaient entrepris avec les autres en évoquant la «dérive du Collectif» et leur refus de servir «de caution aux options politiques des abertzale» ; après eux, les Verts Pays Basque quittaient le Collectif. Le beau projet d'unité consensuelle volait en éclats.

L'intoxication médiatique a dû jouer dans ces retraits : bien avant le Sommet, des quotidiens du département titraient sur les intentions violentes des jeunes militants organisés dans Haika, et fantasmaient sur «le plan abertzale», laissant croire qu'il y aurait une atmosphère quasi insurrectionnelle durant le contre-Sommet. Mais surtout, les militants des syndicats et des partis liés au gouvernement nont pas apprécié de ne pas avoir la direction ou le contrôle du Collectif, ni le monopole de revendications sociales dont ils pensent être les spécialistes, et encore moins de se voir voler le rapport de force par les abertzale. Ils auraient préféré que les terrains soient bien séparés, qu'on ne mélange pas revendications politiques et revendications sociales et que les abertzale se contentent de leurs problématiques habituelles et «locales», sans mettre leur nez dans des questions plus globales. Comme s'il était imaginable qu'au Pays Basque se fassent des manifestations sans les Basques eux-mêmes ! En tout cas, il est avéré que ces militants syndicalistes locaux ont été rappelés à l'ordre par leurs directions nationales. Ces frictions sont révélatrices du fossé qui existe au Pays Basque entre organisations constituées à l'échelle française et organisations prenant en compte la spécificité basque.

Les syndicats CGT et FSU espéraient que cette rupture publique d'avec le Collectif les ferait bénéficier des faveurs des autorités et leur ouvrirait les portes de Biarritz – cité neutralisée, placée sous contrôle militaire et policier terrestre, aérien et maritime et transformée en bunker de luxe – pour y manifester. Mauvais calcul. Ils ont donc dû, eux aussi, se replier sur

Bayonne, mais pour y défiler (à 300), un jour avant tous les autres (le 12).

Juxtaposition plutôt qu'action collective unitaire

Ces syndicats s'étant désolidarisés, l'unité entre abertzales et les autres n'en était pas pour autant plus solide.
En alternance avec les diverses manifestations de rue, trois conférences-débats étaient organisées au nom du Collectif (l'Europe et ses institutions ; l'Europe sociale ; l'écologie, la marche des femmes, la Charte européenne), mêlant à la tribune des intellectuels économistes (Attac), des syndicalistes (groupe des 10, LAB, ELB), un député européen de la LCR-LO et un autre d'EH.
L'unité affichée lors de ces conférences était plutôt de façade. Les débats mettaient systématiquement et ostensiblement à l'écart tout sujet jugé trop gênant, c'est à dire lié à la problématique basque. Krivine reconnaissait qu'il avait subi des réprimandes pour avoir osé côtoyer, à la tribune, un militant (Gorostiaga, député d'EH au parlement européen) qui ne condamne pas la lutte armée. Cassen, responsable d'Attac, rejoignait Paris avant la manifestation unitaire en signalant que cette initiative d'un contre-sommet organisé avec les abertzale était du ressort et de la responsabilité d'Attac Pays Basque seulement. Tous ces invités déploraient le retrait des syndicats CGT et FSU, et signalaient que l'unité serait bien plus grande et forte, les 7 et 8 décembre à Nice (en sous-entendant quau moins, dans cette ville, il nexiste pas de mouvement indépendantiste !)
La dernière manifestation, l'après-midi du samedi 14, était appelée par le Collectif et se voulait unitaire. Elle n'a en fait pas réuni plus de monde que les manifestations appelées par les seuls abertzale de gauche, le vendredi pour les prisonniers, le samedi matin pour l'autodétermination. Dans cet ultime défilé, ce qui frappait était moins l'unité que la juxtaposition des différents associations, syndicats et partis (relégués en queue de cortège), créant un effet de patchwork où chaque groupe développait ses propres mots d'ordre
Outre leur investissement dans le Collectif, les abertzale de gauche avaient élaboré leur propre programme, décidant de s'emparer de la rue pour faire entendre la voix d'un peuple nié jusque chez lui. Certes le contexte européen les a amenés à tenir des discours internationalistes et à condamner l'exploitation et l'oppression sociales, ce qui n'est pas très fréquent de leur part. Mais la préoccupation dominante et la plus affichée était la lutte pour la construction de la nation basque. C'est dailleurs sur ce terrain qu'EA (proche du PNV) était venu à Bayonne, le 6 octobre, faire une conférence de presse et le PNV (démocrate-chrétien, nationaliste) à Hendaye, le 12 octobre, pour un meeting rassemblant 500 élus de ce parti. Toutes les forces nationalistes du Sud étaient venues faire un petit tour au Nord, conscientes que le contexte du Sommet à Biarritz leur offrirait un écho médiatique.

Des violences qui ont fait couler beaucoup d'encre

Elles ont fait beaucoup parlé d'elles, avant, pendant et après le Sommet. En fait de violences, ce sont celles de l'Etat qui se sont exercées, en toute légalité. Violence du fric et du luxe dans le déploiement de dépenses pour accueillir les chefs européens comme des rois (60 millions F au minimum). Les lieux de réception étaient à eux seuls tout un programme : Casino, Hôtel du Palais. Violence du déploiement policier et militaire (3000 hommes en armes), faisant de Biarritz une cité interdite à qui ne montrait pas patte blanche, et de Bayonne une zone sous haute surveillance. Violence aussi dans la censure discriminatoire à l'encontre de journalistes travaillant pour des médias basques ; le ministère de l'Intérieur a ordonné que leur soient supprimées leurs accréditations, leur interdisant ainsi l'accès aux conférences de presse du Sommet. Cela en contradiction totale avec les termes d'un article de la Charte dont discutaient au même moment les chefs dEtat à Biarritz[1]. Violence également dans la décision de fermer la frontière, le 14 au matin, et de refouler 2000 manifestants potentiels, interdisant aux Basques de se déplacer librement dans leur pays. Violence enfin dans la répression qui a accompagné les manifestations : plus de 90 interpellations en deux jours, pour contrôle d'identité ; un jeune de 17 ans transféré à Paris et écroué, après le jet d'un cocktail Molotov contre une voiture de flics, pour «tentative d'homicide contre un fonctionnaire de police en relation avec une organisation terroriste» ; 4 manifestants présentés devant le Parquet de Bayonne et qui feront l'objet d'un procès ultérieurement ; 2 autres emprisonnés après avoir été jugés en comparution immédiate et condamnés respectivement à 1 mois et à 3 mois de prison ferme.
Pourtant, ce n'est pas cette violence provocatrice des autorités, mais celle des jeunes manifestants abertzale qui a retenu l'attention. Bien sûr d'abord l'attention des médias, par la voix des journalistes qui se sont empressés de la monter en épingle ou par les tribunes et communiqués des politiques de tous bords qui nont pas eu de mots assez forts pour la fustiger. Mais aussi, l'attention réprobatrice d'une poignée de militants impliqués dans AB, qui ont condamné sans nuance[2] les affrontements et les dégradations.
Ceux-ci se sont produits au cours et à la suite de la première manifestation, consacrée à la défense des prisonniers (le 13), puis à la fin de la manifestation d'AB et d'EH pour l'autodétermination (le 14). Les affrontements contre les CRS ont été pris en charge par plusieurs centaines de jeunes, la plupart du Pays Basque Sud, bien organisés en petits groupes, armés de pierres et de cocktails Molotov, dressant des mini-barricades et sen prenant aux banques, au Mac Do, mais aussi à un bus municipal et aux installations de la télévision et d'une radio basques. Il est clair que ces actes de «guérilla urbaine» navaient rien de spontané et quils avaient pour fonction «d'accompagner» les mobilisations massives de rue. Le conflit est si exacerbé en Pays Basque et le refus des autorités d'amorcer un embryon de réponse politique est tel qu'à l'occasion de ce Sommet à Biarritz il était évident qu'on ne pouvait se contenter de défilés paisibles. Cependant, la gestion de cette violence de rue incite à poser quelques questions : en particulier, on remarquait une insupportable et très grossière division des tâches et des temps entre, d'une part, les manifestations paisibles, affichant l'image d'un mouvement politique mûr, sérieux et responsable, et encadrées par un service d'ordre purement symbolique mais à la visibilité appuyée (des jeunes habillés dun rouge éclatant !) et, d'autre part, les petits commandos mobiles qui se chargeaient de faire le coup de poing, après les manifs. Autre problème, le choix de certains objectifs ont été ressentis par beaucoup comme inadaptés, voire condamnables. Si le contexte du Pays basque Sud peut rendre banale l'attaque d'autobus et explicable la mise à sac de locaux d'une télévision basque aux mains du PNV, au Pays Basque Nord ces actes apparaissent comme des débordements injustifiés.
Il semble donc que le bilan de ce contre-sommet va apporter un élément de plus aux débats stratégiques en vigueur au sein du mouvement abertzale , confortant la thèse de ceux qui souhaitent recentrer le combat sur le Pays Basque Nord, en respectant sa réalité politique et ses spécificités[3].
Les débats sur les types de relations et d'alliances à établir avec le Pays Basque Sud – point qui a souvent été conflictuel dans le mouvement au Nord – ainsi que sur l'utilisation et le rôle de la violence (et de la lutte armée), sont loin d'être clos. Ce qui est nouveau, peut-être, c'est qu'ils ont tendance à se poser plus publiquement, et font l'enjeu de confrontations plus ouvertes.

Pays Basque, 27 octobre 2000

1. L' article 11 de la future Charte stipule: «Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence des autorités publiques et sans considération de frontières.» A Biarritz, cet article a été allègrement balayéDe plus, d'autres journalistes, travaillant pour des médias d'expression française et portant tous des patronymes basques se sont vu refuser leur accréditation, dans un premier temps avant de l'obtenir après réclamation. Un bel exemple de ségrégationnisme ethnique.
2. L'hebdomadaire Enbata, assumé par des militants impliqués dans AB, pourfend habituellement la frontière, ce mur de la honte qui coupe le Pays Basque en deux. Or, suite au contre-sommet, l'éditorial de ce journal en arrive à reprocher à l'Etat français d'avoir laissé ouverte cette frontière, le 13 octobre : «Pour véhiculer l'image négative de la «question basque», celle de la violence, on a pris les décisions qui convenaient : ne pas fermer la frontière, comme il y a peu de temps pour une simple manifestation à Bayonne».
3. A propos de ces orientations stratégiques et des rapports Pays Basque Nord/sud, Iparretarrak (groupe de lutte armée au Nord) rappelle ses positions sur la construction nationale dans son dernier bulletin (octobre 2000) : «Il est clair que nous ne devons pas accorder toutes nos priorités à un processus qui avance ou recule en fonction du contexte politique du Pays Basque Sud. Mais nous ne pensons pas non plus qu'au nom des rythmes différents nous devons laisser les partis politiques du Sud gérer seuls tout ce processus.»

Détention et expulsion d'étrangers en Belgique

La Belgique a été tristement célèbre pour ses expulsions d'étrangers lorsque, le 22 septembre 1998, la jeune demandeuse d'asile nigériane Semira Adamu a été tuée par les gendarmes chargés de l'expulser sur un vol Sabena à destination du Togo.

Semira avait une personnalité très forte : elle s'était exprimée dans les médias belges au sujet de l'injustice qu'elle subissait comme demandeuse d'asile et de l'extrême brutalité des agents de l'État belge. C'est pourquoi ce meurtre ne passa pas inaperçu, contrairement à la plupart des cas de ce genre (un sans-papiers zaïrois avait déjà trouvé la mort dans des circonstances comparables durant les années 80, sans que cela ne suscite autre chose que des protestations ponctuelles).
Les assassins de Semira firent tomber le Ministre de l'intérieur (qui déclara mystérieusement avoir été "*trahi par la gendarmerie*"), tandis que les amis de Semira célébrèrent les funérailles dans la cathédrale Saint-Michel, au cœur de la capitale. Devant des milliers de personnes (beaucoup d'Africains, beaucoup de Belges) il fut lancé un hommage à la résistance de cette jeune femme rebelle, qui désobéit jusqu'au bout à l'oppression.
Tous les partis politiques belges sauf le Vlaams Blok (fasciste) se déclarèrent émus. Mais la politique belge en matière d'expulsion n'a pourtant fait que s'intensifier depuis, en nombre comme en violence.

Le renforcement des techniques d'expulsion

Le gouvernement y met désormais beaucoup plus de moyens. À titre indicatif, il est utile de savoir qu'en 1998 les dépenses officiellement affectées à la politique d'expulsion d'étrangers jugés indésirables s'élevaient à 95 millions de FB (2,35 millions d'Euro), elles passent en 1999 (après Semira) à 159,3 millions de FB en 1999 (3,95 millions d'Euro)[1]. Encore ne s'agit-il ici que des expulsions en tant que telles : les totaux généraux de la politique de contrôle des étrangers s'élevaient en 1998 à 1460,5 millions de FB (36,2 millions d'Euro) pour passer en 1999 à 1 947,7 millions de FB (48,28 millions d'Euro) et le budget initial pour l'an 2000 s'élève déjà à 2 038 millions de FB (50,52 millions d'Euro).
Le ministre de l'Intérieur affirme organiser 20 expulsions chaque jour. Derrière ces chiffres, des désastres humains incalculables et une violence administrative et policière quotidienne.

Les techniques d'expulsion ont-elles aussi "évolué" depuis la mort de Semira Adamu. Le coussin étant devenu symboliquement inutilisable, les gendarmes ont dans un premier temps fait usage de violence directe, à mains nues. Ainsi, une demandeuse d'asile sierra-léonaise a failli trouver la mort en février 1999 par la combinaison d'une forte pression dans l'estomac et de coups à la nuque ("coup du lapin"). Plus tard, les témoignages recueillis firent état de l'utilisation d'un gant rembourré à la place du sinistre coussin, avec la même fonction : obstruer les voies respiratoires de façon à empêcher l'individu de crier. En effet, toutes ces techniques visent essentiellement à ce que les autres passagers de l'avion n'entendent rien. Actuellement, la technique employée est celle dite du "cochon attaché", qui consiste à ligoter les bras et les jambes de la personne dans le dos, pour la transporter comme un sac[2]. Un gardien de centre fermé a témoigné anonymement à la télévision belge à la fin de l'année 1999 : il décrivait la gradation de la violence à chaque tentative d'expulsion, le fait que les personnes soient "ligotées comme des salamis", et la technique de persuasion qui consiste à faire assister par un futur déporté (c'est le terme officiel) à l'expulsion violente d'une autre personne de façon à ce que le témoin sache ce qui l'attend lui-même s'il continue de refuser de monter dans l'avion.
Un accord a été signé, sous l'égide du gouvernement, entre la gendarmerie et l'Association des Pilotes de Ligne, de façon à codifier l'usage de la violence dans le respect de la sécurité du vol. Les pilotes de la Sabena avaient en effet refusé d'embarquer des déportés durant l'été 1999, suite à des brutalités policières en plein vol qui avaient même contraint un avion à revenir à l'aéroport de Bruxelles-National pour y débarquer les agresseurs et leur victime.
Il est difficile de mesurer l'impact précis de cet accord, mais l'exemple suivant en marque les limites. Le 22 décembre 1999, la rédaction du quotidien Le Soir recevait une lettre signée par 50 passagers du vol Bruxelles-Conacry, qui avaient assisté à l'expulsion très violente d'une jeune fille de nationalité éthiopienne attachée à un fauteuil avec des lanières en plastique. Ils ont vivement protesté, mais l'avion a décollé en pleine confusion, alors que les passagers étaient encore debout. Ce type de pratique est formellement contraire à l'accord signé, et même aux règles de sécurité internationales auxquelles la Belgique souscrit. Mais

1. Source: Budget général des dépenses pour l'année 2000, cité par Estelle FRIEDMANN, *Les coûts privés et publics de l'expulsion d'étrangers de Belgique*, mémoire présenté à l'École de Commerce Solvay, Université Libre de Bruxelles, 2000, p.78. Les chiffres mentionnés sont officiels et fortement sous-évalués. Les chiffres réels ne sont pas disponibles, car les données qui permettraient de les calculer sont secrètes.
2. Source : Amnesty International.

en cette matière, la loi du plus fort est la seule qui compte. La jeune fille a ensuite été recueillie par Médecins Sans Frontières à Conakry, qui lui a prodigué des soins d'urgence[3].

Un autre moyen pour les gendarmes de contourner la protestation des passagers est de mettre la personne KO avant qu'elle ne soit dans l'avion. C'est dans le fourgon qui la conduit à l'avion qu'elle reçoit des coups, pouvant aller jusqu'au coma, avant qu'on ne la cache dans la cuisine à l'arrière de l'avion. Un témoignage très précis a été recueilli à Dakar par le député belge Vincent Decroly, qui a pu retrouver la trace d'un déporté sierra-léonais et des médecins sénégalais qui l'ont soigné après la torture qu'il avait subie. Les gendarmes lui avaient arraché une partie du cuir chevelu et il présentait plusieurs autres contusions. Interpellé à ce sujet au Parlement, le Ministre Duquesne a tout nié en bloc, en se référant... au rapport des gendarmes selon lequel il n'y aurait pas eu d'incident.

La violence des gendarmes est d'autant plus intense que la personne résiste à son expulsion, et cette résistance est évidemment conditionnée par les craintes que la personne éprouve vis-à-vis du risque qu'elle court à l'arrivée. En faisant abstraction du cas de Semira Adamu, dont le meurtre a un caractère plus politique, les cas de torture les plus graves dont nous ayons eu l'écho[4] sont ceux de demandeurs d'asile sierra-léonais (Sentigue Kargbo, Fatimata Mohamed et Matthew Sellu). Etant donné la guerre sauvage qui sévit dans leur pays, ceux-ci ont tendance, selon leurs propres termes, à "préférer risquer la mort entre les bras des gendarmes qu'au Sierra Leone" où ils risquent en outre des mutilations, viols, etc. On le voit, la violence policière vis-à-vis des déportés ne peut être appréhendée de façon isolée : elle est aussi le moment ultime d'une violence administrative plus générale, qui consiste à refuser l'accès à la demande d'asile dans une majorité de cas, y compris lorsqu'il est notoire que la personne fuit une situation particulièrement tragique.

Les centres fermés, antichambre de la déportation

Comme ailleurs en Europe, les futurs déportés sont d'abord enfermés dans des lieux carcéraux. En Belgique, ces lieux portent le nom de "centres fermés", par opposition aux "centres ouverts" qui sont des lieux d'accueil pour les demandeurs d'asile en procédure. En principe, les détenus des centres fermés sont des personnes déjà exclues de la procédure, leur demande ayant été jugée "manifestement infondée" après leur arrivée à l'aéroport de Zaventem (Bruxelles National), ainsi que des "illégaux" c'est-à-dire des immigrés ne disposant pas de titre de séjour, qui se sont fait arrêter lors d'un contrôle ou d'une rafle. Mais le principe subit de plus en plus d'entorses : il devient fréquent d'enfermer dans ces centres des demandeurs d'asile dont la procédure est toujours en cours, de façon à ce qu'ils soient disponibles pour une expulsion immédiate en cas de refus. Cette pratique est contraire à la Convention de Genève et aux recommandations du UNHCR, mais elle est de vigueur.

De même, la loi belge et les conventions internationales interdisent la détention de mineurs d'âge, mais ils sont nombreux à se trouver dans ces centres, qu'il s'agisse d'enfants (y compris de nouveau-nés voire parfois des enfants nés pendant la détention de leur mère) accompagnés de leurs parents, ou de mineurs d'âge non accompagnés. Il n'y a pas de chiffres officiels à cet égard ou, quand ils sont publiés, ils sont faux.

Il n'est pas rare que des adolescents soient enfermés sous prétexte qu'ils auraient fait une fausse déclaration concernant leur âge. On leur impose un test osseux dont les conclusions sont plus fortes que leur parole, bien qu'il soit notoire que ces tests n'ont pas de fiabilité scientifique. Lorsque l'hôpital Saint-Pierre (Bruxelles) a cessé de pratiquer ces tests commandés par le ministère de l'intérieur, en argumentant sur la non-fiabilité du résultat et sur les motivations non-médicales du test, le ministère s'est contenté de transférer sa commande vers une autre institution (l'hôpital universitaire d'Anvers) dont le corps médical ne fait pas preuve de la même conscience professionnelle. Cette pratique est donc maintenue. Elle a été jugée illégale par le Conseil d'État, mais ce jugement est resté sans suite.

De même, il est devenu habituel d'enfermer et d'expulser des adolescents de 16 ans sous prétexte que, pour eux, l'âge de la majorité est plus précoces que ce que prévoit la loi belge (18 ans).

Les centres fermés sont au nombre de 6 en Belgique, avec une capacité opérationnelle totale de 800 places. Le régime y est carcéral, mais les autorités ne reconnaissent pas ces lieux comme des prisons : ce sont des "lieux de transits à la frontière", bien qu'aucun d'entre eux ne se situe aux frontières de la Belgique (sauf le "centre Inad" – comme "inadmissible" – situé dans la zone de transit de l'aéroport). Cette subtilité juridique permet de ne pas appliquer aux centres fermés les législations en vigueur dans les prisons. L'arbitraire y est donc total, les directions de centres fixant elles-mêmes les règles de fonctionnement dans le cadre d'un Arrêté Royal qui laisse beaucoup à leur discrétion. Le directeur d'un centre fermé peut décider de prendre vis-à-vis d'un détenu toute une série de mesures disciplinaires, pouvant aller jusqu'au cachot sans matelas ni couverture (spécialité du centre fermé de Bruges).

Les détenus n'ont droit à des visites qu'avec l'accord du directeur, qui n'est pas tenu de motiver son refus le cas échéant. Ils ne peuvent recevoir d'appels téléphoniques de l'extérieur, mais peuvent appeler eux-mêmes, à leurs frais, aux heures décidées par la direction et en présence d'un gardien qui écoute la conversation. Des ordres non-écrits interdisent le contact avec les organisations de défense des droits humains. Les contacts que notre collectif entretient avec certains détenus sont donc "clandestins", bien qu'ils ne contreviennent en soi à aucune loi. Le courrier est lu par les gardiens et parfois confisqué : l'Arrêté Royal de 1999 sur les centres fermés autorise cette pratique, bien qu'elle soit contraire au principe constitutionnel de confidentialité du courrier. Il arrive que les assistants sociaux des centres fermés tentent de dissuader les détenus d'informer leurs avocats au sujet de mauvais traitements subis dans le centre ou à l'aéroport, notamment lors de tabassages ou de harcèlement sexuel. La simple hygiène n'est pas respectée : au centre de Bruges, il est interdit de prendre plus de 3 douches par semaines (chaque fois 10 minutes maximum), y compris en été.

À deux reprises en janvier 1999, des gendarmes accompagnés de chiens ont mené des expéditions punitives dans les centres fermés (à Merksplas et à Bruges), et des détenus ont été mordus par les chiens. Un climat d'angoisse règne quotidiennement, principalement causé par la perspective de

3. Tout dans cette expulsion violente est illégal. Saron Berhne est une mineure d'âge mais elle a subi plusieurs mois d'enfermement au centre fermé de Bruges, avec des tentatives régulières pour l'expulser. Elle est de nationalité éthiopienne mais d'origine érythréenne, et fuyait son pays où elle et sa famille sont en butte à une épuration ethnique. Sa demande d'asile a cependant été jugée "manifestement irrecevable", car la Belgique a décidé unilatéralement que les discriminations ethniques ne sont plus un motif d'asile valable.

4. Le Collectif de Résistance aux Centres Fermés et aux Expulsions noue des liens avec des détenus de centres fermés : c'est à travers ces contacts que sont recueillis des témoignages directs ou indirects. Ces témoignages constituent un "échantillon" dont il n'est pas possible d'évaluer la représentativité. Une chose est certaine : dans la plupart des cas, personne n'est au courant de rien.

la déportation, mais renforcé par le racisme d'une partie du personnel et les règles de vie dans ces lieux.
La loi du silence y est de rigueur : les détenus qui témoignent de leur situation auprès d'associations de défense ou auprès de mandataires politiques subissent des sanctions : c'est probablement une des causes du meurtre de Semira Adamu, et certainement le motif de sanctions physiques subies par plusieurs détenus. Le vice-directeur du centre fermé de Bruges (ce centre est connu pour sa "culture d'entreprise" ouvertement hostile aux institutions parlementaires) a un jour explicitement justifié le passage à tabac d'une demandeuse d'asile congolaise en rappelant qu'elle avait créé des problèmes à la direction en témoignant auprès d'un groupe de députés : pour sa peine, elle fut ligotée et étouffée avec les mêmes techniques qu'à l'aéroport, dans un simulacre d'expulsion qui rappelle les faits commis à l'encontre de Semira Adamu.
Plusieurs témoignages concordent pour dénoncer le rôle joué par les médecins dans ces centres. Le médecin du centre fermé de Votem (Liège) a d'ailleurs démissionné de ses fonctions et s'est adressée à l'opinion publique. Des soins peuvent être refusés à certains détenus s'ils sont jugés trop coûteux, sous prétexte que de toute façon ces gens devraient être soignés dans le pays où ils seront rapatriés. Bien que ce droit leur soit formellement accordé, les détenus n'ont généralement pas accès au médecin de leur choix et doivent s'en remettre à celui qui a été désigné par le ministère de l'intérieur. Lorsqu'ils doivent subir une intervention dans un hôpital, les détenus sont souvent accompagnés de gardiens ou de gendarmes jusque dans le cabinet médical.
Considérés dès leur arrivée comme des menteurs (leur demande est "manifestement non fondée"), les détenus ne sont pas toujours examinés lorsqu'ils se plaignent de malaises ou de douleurs. Une jeune détenue de Bruges s'est vue refuser jusqu'à un simple examen médical par le médecin attaché au centre, qui lui a déclaré que ses maux de ventres n'étaient pas physiologiques mais qu'elle avait "besoin d'un homme" (sic). Comme elle ne se sentait pas capable de manger, les gardiens l'ont conduite à l'heure du repas chez le "psychologue" qui lui a expliqué que tout son problème se résoudrait de lui-même si elle acceptait de retourner en Afrique. Ce professionnel de l'écoute reçut alors une chaise dans la figure (signe que la santé mentale de la jeune fille était intacte) et il fut promu quelques semaines plus tard "vice-directeur".

Des conditions de vie déplorables

Les conditions de vie dans ces centres ont été plusieurs fois dénoncées par des institutions internationales et belges. On mentionnera tout particulièrement le rapport de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (1999), titré "Les centres fermés : l'arrière-cour de la démocratie", qui a décrit avec précision l'arbitraire administratif et la "torture psychologique" qui y règnent, ainsi que les sévices physiques qui y sont parfois commis. Plus timide mais institutionelllement incontournable, le rapport du Comité de Prévention de la Torture et des Traitements Dégradants (Conseil de l'Europe) n'a pas été suivi non plus. Aucun de ces rapports n'a été suivi d'effet autre que le renforcement de la surveillance, car il est évident que seuls les contacts avec les détenus permettent de connaître ces situations. Le rapport 2000 d'Amnesty International pour la Belgique porte presque exclusivement sur les centres fermés et les expulsions. Plusieurs cas de violence grave y sont relevés, sans jamais que les auteurs des faits n'aient été poursuivis (les assassins de Semira seront probablement jugés dans quelques semaines, mais les tortionnaires d'autres détenus ne sont même pas identifiés). L'impunité est renforcée par le fait que les gardiens se font appeler par des prénoms voire des pseudonymes (ainsi un gardien connu pour le harcèlement sexuel se fait appeler "Bambino").
Les aumôniers religieux qui sont autorisés à assister spirituellement les détenus sont tenus au silence par la loi : l'Arrêté Royal de

Solidarité avec Mustafa Sari

En lutte contre les méthodes de l'État et de la classe politique belges pour faire taire ceux qui dénoncent les pratiques mafieuses qui se font sur le dos des immigrés, Mustafa Sari "campe" depuis vingt-huit mois devant le siège régional du parti Ecolo.
D'origine turque et de nationalité belge, Mustafa est un militant de la mouvance de l'immigration solidaire. Dans le cadre des activités développées autour de l'association "La Maison des Turcs", dont il est le fondateur, il a mené une lutte déterminée pour dénoncer les réseaux mafieux turco-belges, liés aux organisations d'extrême droite "Les Loups gris" et "Milli Gorus", qui infiltrent les populations immigrées et les exploitent à travers de multiples trafics. Et surtout, il a mis à jour les complicités dont ces réseaux bénéficient au niveau des rouages des États belge et turc, ce qui lui vaut d'être dans le collimateur de la répression depuis cinq ans.

En 1944, peu après qu'il eut dénoncé (entre autres) l'affaire des subsides alloués par les communautés wallonne et flamande aux "Loups gris", la machine se met en marche : "La Maison des Turcs" est secouée par des problèmes financiers et doit cesser ses activités. Mustafa, qui a porté plainte contre certains gestionnaires de l'association, est à son tour accusé de détournement de fonds et incarcéré pendant quelques jours. A la suite d'une première grève de la faim, l'affaire se solde par un non-lieu, mais le parquet fait appel, et ce n'est qu'en 1997 que la cour d'appel conclut à un non-lieu définitif. Mustafa contre-attaque, et porte plainte pour corruption et abus de pouvoir contre certaines autorités judiciaires liégeoises. Devant le refus d'enquêter du parquet, il entreprend, avec le comité de soutien, plusieurs actions médiatiques : grèves de la faim, sit-in devant le palais de justice, etc. Il interpelle les parlementaires du parti Ecolo (dont, à l'époque, il est sympathisant) pour qu'ils répercutent l'affaire et fassent pression auprès du ministère de la Justice. Ceux-ci s'empressent d'enterrer l'affaire, mais Mustafa et le comité ne s'en tiennent pas là : pour faire sauter le verrou du silence d'État, ils entreprennent, en juillet 1998, un campement "sauvage" devant le siège régional d'Ecolo à Liège, avec des grèves de la faim tournantes.
Vingt-huit mois après, cette action est toujours en cours. Comble de la saloperie : les honorables parlementaires d'Ecolo (dont deux d'entre eux sont devenus, depuis, ministres régionaux...) n'ont rien trouvé de mieux que de faire interner Mustafa en hôpital psychiatrique en mars 1999, sur la base de la loi relative à "la protection des malades mentaux" ! Force étant de constater que son action était politique, Mustafa en est ressorti quelques jours plus tard, mais, quoi qu'il en soit, nous avons la preuve qu'il s'agit là d'une décision tactique du parti, qui a été prise fin 1998.

En dernières nouvelles, face à la détermination de Mustafa et ses camarades, et à l'élargissement du soutien à leur action, le parti Ecolo a été contraint d'accepter le principe d'un débat public où le comité compte bien demander des comptes sur l'inertie des parlementaires, et faire toute la lumière sur les collusions qui ont alimenté la machine à "casser les empêcheurs de parlementer en rond". A suivre...

Jojo Lambert

1999 leur interdit de révéler ce à quoi ils ont assisté ou ce qu'ils ont entendu, et cette interdiction est valable même lorsqu'ils ne sont plus en fonction. Des représentants de toutes les religions ont protesté contre cette grave atteinte à la liberté d'expression (qui revient pratiquement à de la non-assistance à personnes en danger) mais la loi demeure en l'état.
La durée légale de la détention est fixée à un maximum de 5 mois, mais dans la pratique ce délai est fréquemment dépassé, parfois jusqu'à près d'un an.

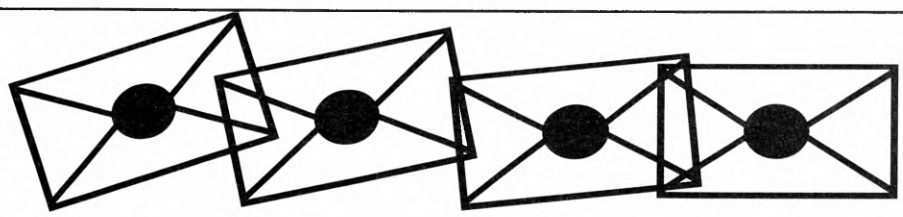
Un débat qui n'a pas lieu

La fonction officielle des centres fermés est d'être l'antichambre de la déportation. Mais dans la pratique, et selon les documents officiels, environ la moitié des détenus sont libérés sur le territoire belge. Ces libérations sont toujours administratives et non judiciaires. Les personnes libérées reçoivent un "Ordre de Quitter le Territoire" dans un délai de 5, 30 ou 60 jours, selon l'arbitraire de l'administration. Ce document leur interdit non seulement le séjour en Belgique mais aussi dans tous les pays de l'espace Schengen. Dans la plupart des cas, les personnes concernées restent en Belgique ou se rendent dans un des pays qui leurs sont interdits. Ils sont donc condamnés par l'État à la clandestinité et sont la proie des filières du travail clandestin et de la prostitution. Ces filières s'organisent d'ailleurs pour recruter, principalement des femmes, dans les centres fermés eux-mêmes, et ce par le biais notamment d'avocats connus pour leurs liens avec les réseaux de proxénétisme. Dans cette situation, le centre fermé transforme des demandeurs d'asile en clandestins, et les personnes sont renvoyées d'un enfer à l'autre.
Sur le plan politique, seuls deux partis représentés au Parlement ont revendiqué la suppression de ces centres : Écolo et Agalev (partis verts, respectivement francophone et flamand). Actuellement membres de la coalition gouvernementale, ils ont tous les deux accepté le maintien de ce système. En ce qui concerne Écolo, la question a été au cœur des débats puisque plus de 40 % des membres de ce parti ont voté contre la participation au gouvernement en 1999, dans le cadre d'un débat où le problème de l'enfermement des sans-papiers a été largement évoqué par les opposants. Chez Agalev, le débat n'a pas eu lieu. La ministre écologiste flamande Mieke Vogels compte dans son cabinet un ancien directeur de centre fermé. Du côté socialiste, plusieurs députés PS (francophones) se sont récemment mais officiellement opposés au maintien de ce régime et annoncent, en commun avec les verts, un projet de loi visant à supprimer les centres fermés. Rien de tel cependant au SP (flamand), dont plusieurs dirigeants ont joué un rôle central, en tant que ministres de l'intérieur, dans l'instauration en Belgique d'une politique d'expulsion musclée. Les autres familles politiques (libéraux, démocrates-chrétiens et fascistes) sont favorables à la politique d'expulsion, malgré quelques réserves individuelles de la part de certains responsables démocrates-chrétiens.

Autrement dit : la situation est totalement verrouillée. Seules des pratiques de désobéissance civile permettent de soutenir la résistance des détenus et de faire entendre leurs voix.

Daniel Liebmann
Collectif de Résistance aux Centres Fermés et aux Expulsions

Courrier



Du Cher

«J'aimerais avoir votre opinion sur ce qui s'est passé à Rennes début 2000 vis-à-vis de travailleurs du bâtiment qui ont lutté, puis adhéré à la CNT. Apparemment, cette lutte semble avoir été menée selon des principes d'action et de démocratie directe, et avec une coordination efficace avec des secteurs hors entreprise concernés (action sur la boîte d'intérim en particulier). Du point de vue de l'action en elle-même, si les faits correspondent à ce qui est écrit dans le Combat syndicaliste-*Vignoles, je n'ai rien à redire, bien au contraire. Mais c'est au niveau même des revendications des salariés que cela me pose problème. Dans une boîte sans aucun syndicat, les travailleurs ont prouvé qu'il est possible d'agir syndicalement malgré tout. Qui dit absence de syndicat dit absence de délégués syndicaux, et donc de délégués du personnel. Pourtant, l'organisation d'élections fait partie des revendications portées par cette lutte, ce qui est somme toute assez logique en regard du conditionnement qui existe vis-à-vis de la représentation en général, et vis-à-vis de délégués du personnel en particulier, dans le monde du travail. Mais est-ce le rôle d'un syndicat d'action directe, ouvertement contre la délégation de pouvoir, d'encourager cela ? Est-ce qu'au contraire il n'aurait pas fallu expliquer que, par leur action directe, les salariés de cette entreprise venaient de prouver qu'on peut se passer de délégués tout en ayant une action concrète et efficace, et une existence réelle sur la boîte ? Bien sûr, cela aurait été peut-être mal compris dans un premier temps, peut-être que la CNT-Vignoles aurait eu moins d'adhérents, mais faut-il faire ce genre d'impasse pour se développer ? Le but d'une organisation ou d'un syndicat révolutionnaire est-il d'avoir le plus de membres le plus rapidement possible, en ne remettant plus en cause le conditionnement fortement ancré dans les têtes par le système ? Ou est-ce au contraire de développer des idées et des principes de lutte en rupture avec les idées dominantes de ce système, afin de favoriser la rupture définitive : la révolution – quitte, dans ce second cas, à assumer pleinement une position minoritaire, mais non avant-gardiste ?... »*

Christophe

Concernant ce qui s'est passé à Rennes, nous (la commission journal de ce mois-ci) n'avons aucune information et ne pouvons, par conséquent, porter aucun jugement. Sur un plan plus général, nous considérons en effet que se présenter aux élections professionnelles peut amener à passer sous silence la véritable nature de ces institutions : celle de la collaboration de classe et de l'intégration des syndicats aux différents appareils que nous combattons. Mais tout dépend cependant de la manière dont les délégués sont contrôlés, du contenu de leur mandat et de la volonté des mandants à faire respecter ce mandat. Cela peut fonctionner correctement pendant une lutte ou, pendant un certain temps, par la suite. Mais, le plus souvent, la période dynamique s'estompant, les mandatés se coupent de la base et c'est sur cet état de fait qu'historiquement se sont construites les bureaucraties syndicales : volonté de pouvoir des uns, passivité des autres. Quant à vouloir "faire nombre" quitte à mettre de côté certains principes de base, ce n'est évidemment pas ce que nous prônons. De toutes les façons, dans la période actuelle nous n'avons guère le choix : les quelques centaines d'adhérents gagnables en mettant de l'eau dans son vin ne pèseraient en rien sur la situation globale. Nous y perdrions non seulement notre raison d'être, mais aussi tout espoir d'efficacité.

La CJ

Qui veut l'abolition du travail des enfants ?

La question pourrait paraître saugrenue. Pourtant, en matière de lutte pour l'abolition du travail des enfants, les partisans de l'abolition ne sont pas forcément ceux auxquels on pense. Seuls les organismes supranationaux comme l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ou l'Unicef affirment vouloir l'éradication de cette forme de travail – ou du moins de ses «formes les plus intolérables» selon le vœu de la campagne en cours de l'OIT –, tandis que les forces dites de gauche sont en majorité favorables au travail des enfants sous certaines conditions.

Leur argument fondamental est que le travail des enfants permettra aux pays dans lesquels il est utilisé de rejoindre le cercle radieux des pays développés. Le débat n'est pas neuf, et la ligne de fracture entre positions conservatrices et positions franchement transformatrices – dans un sens positif pour l'humanité – ne se situe pas là où l'on s'attend à la trouver.

Les libéraux et Marx

En 1845, le très libéral *Journal des Débats* écrivait : «L'État doit étendre sa surveillance et sa protection sur l'industrie comme sur tous les intérêts de la société. Il ne faut pas empêcher les industriels de se combattre, mais il faut les empêcher de s'exterminer.» Si l'État doit prendre des mesures contre le travail des enfants, c'est d'une façon modérée, en prenant en compte d'abord et avant tout les intérêts des industriels, y compris contre eux-mêmes si ceux-ci ne veulent pas comprendre qu'ils sont en train de scier la branche sur laquelle ils sont assis. En effet, faire travailler des enfants dans les conditions de l'époque entraînait leur surmortalité, et la pauvreté des familles de travailleurs aboutissait à la «dégradation des mœurs de la classe ouvrière», surtout par le biais de l'ivrognerie. Comment donc espérer, dans ces conditions, que le système capitaliste se maintienne et prospère ?
Ces idées s'inspirent largement du rapport publié en 1840 par l'académicien Louis-René Villermé, intitulé *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie.* Selon Villermé, il faut favoriser l'instruction des jeunes ouvriers non pas par pur philanthropisme, mais en considérant que c'est l'intérêt même de la société industrielle. Le *Tableau...* se termine d'ailleurs par cette phrase : «Rappelons ici aux chefs de l'industrie, qui doivent plus particulièrement s'en émouvoir, que les ouvriers des manufactures forment la masse du peuple dans beaucoup de villes, et qu'on ne les conduit, qu'on ne les modère aisément que quand on a leur confiance.» On retrouve là les traits de certains analystes qui veulent moraliser ou réformer la société contemporaine afin d'éviter tout bouleversement, toute révolte, toute révolution. La réforme n'a qu'un but : la pérennité du système. Pour cela, une première solution se dégage : l'instruction, qui permet de «moraliser la classe ouvrière».
Ainsi, *le travail des enfants allié à l'instruction est l'un des moyens de conserver l'ordre capitaliste et de développer la grande industrie.*
On pourrait croire que Marx s'est opposé à ce genre de conceptions, très représentatives du capitalisme éclairé, «progressiste». Pourtant, Marx ne fait que renverser le point de vue sans le subvertir. Dans sa *Critique du programme de Gotha*, parue en 1875, trente ans après l'article du *Journal des Débats*, Marx commente une mesure préconisée par le Parti ouvrier allemand : «Une interdiction générale du travail des enfants est incompatible avec l'existence de la grande industrie ; elle n'est donc qu'un vœu pieux et stérile. Sa mise en vigueur – si elle était possible – serait réactionnaire, car grâce à une stricte réglementation du temps de travail selon l'âge et grâce à d'autres mesures de protection en faveur des enfants, l'union du travail productif et de l'instruction est un des plus puissants moyens de transformation de la société actuelle.» Marx ne s'oppose pas au travail des enfants, puisqu'il considère que l'individu soumis aux dures conditions de la production acquiert ainsi une conscience de classe, laquelle, alliée à l'instruction, pourra déboucher sur une politisation utile à l'émancipation de la classe ouvrière.
Ainsi, *le travail des enfants allié à l'instruction est l'un des leviers de la révolution.*
La conclusion de Marx n'est pourtant pas l'inverse de celle de Villermé, elle n'en est que le miroir. Villermé croit au progrès ; il se place du point de vue des industriels et de la société des notables de laquelle cet académicien est l'un des plus éminents représentants. Marx croit tout autant au progrès, mais il se place du point de vue de ce qu'il considère comme les intérêts de la classe ouvrière. Pour Marx, le capitalisme est une étape de l'évolution des sociétés humaines ; pour les libéraux, il en est le terme. Dans les deux cas, les intérêts des enfants sont absents, et il n'y a aucune critique du progrès capitaliste, ni des fondements mêmes de l'idée de progrès. L'industrialisation sert le progrès humain : ce présupposé est commun à Marx et aux capitalistes éclairés, libéraux ou moralistes. Ce qui différencie cependant Marx de ses adversaires est l'affirmation qu'il faut bouleverser, à terme, l'ordre capitaliste et, pour cela, créer un contingent de troupes révolutionnaires. Si l'idée semble aujourd'hui désuète dans les pays développés, elle ne l'était sans doute pas à l'époque, et elle a au moins le mérite de poser le dépassement du système capitaliste comme une nécessité aussi forte que son acceptation plus ou moins temporaire.

Pour ou contre le travail des enfants ?

Tournons-nous vers la réalité contemporaine. D'un côté l'OIT et l'Unicef, qui recommandent l'interdiction totale du travail des enfants avant l'âge de quatorze ans. De l'autre côté, le point de vue le plus médiatisé est celui des partisans de gauche du travail des enfants. Ces groupes reprennent à peu de chose près les arguments de Villermé – et non ceux de Marx car l'idée de révolution est de nos jours bannie de tout discours. Il faudrait donc laisser travailler les enfants, ce qui est le meilleur gage du «décollage» des pays qui les emploient vers le paradis du développement et de la société de consommation, vers une société évoluée, selon les critères aujourd'hui acceptés par presque tous les «villageois globaux» du monde internetisé : industrialisation, progrès techniques, intégration à l'économie mondiale...
Dans les deux cas, au XXI[e] comme au XIX[e] siècle, les intérêts des enfants n'entrent absolument pas en ligne de compte. Le progrès et les mutations technologiques et sociales sont considérés comme un bien pour tous. Ne faut-il pas au contraire en arriver à une critique «révolutionnaire» du progrès ? La critique du progrès a été maintes fois esquissée par les éléments les plus réactionnaires de la société, nostalgiques d'ordres anciens et de paradis perdus ; leur critique est souvent radicale, mais elle reste tournée vers le passé. Or, une critique du progrès à partir du *futur* de l'humanité – et non de la nostalgie de son passé – est possible. Cela peut commencer par la critique du travail des enfants selon un point de vue qui est celui des enfants, de l'enfance. C'est à ce dernier point que nous nous attachons ici.

Les partisans du travail des enfants présentent un argument majeur : «Les enfants veulent travailler.» Un «spécialiste en organisation de l'enfance», Manfred Liebel, évoquant des d'enfants des rues d'Amérique centrale, reprend leurs dires : «"Nous interdire le travail, c'est ne pas penser à nous", voilà ce que pensent les enfants qui travaillent» (revue *Envío*, Nicaragua, mai 1998). Cet argument est tout simplement mensonger. Travailler est bien entendu préférable à la mendicité, au vol ou à la prostitution, et les enfants qu'a interrogés M. Liebel ne voyaient que ce genre d'alternatives, qu'ils avaient le plus souvent connues. Mais si on pose la question autrement, comme cela a été le cas lors d'une enquête effectuée pour l'OIT en 1998 à Quetzaltenango, au Guatemala, et qu'on demande aux enfants : «Si vous pouviez aller à l'école, le feriez-vous ?», 79,56 % répondent «oui».
Prendre en compte l'avis et l'opinion des enfants est déterminant. Encore faut-il ne rien manipuler, et surtout pas les enfants. Par définition, dans une société fondée sur le pouvoir des adultes, et même des adultes blancs mâles, les catégories non dominantes de la population sont d'autant mieux manipulées qu'elles se trouvent dans une situation de plus grande dépendance. Dans le cas des enfants travailleurs, c'est particulièrement vrai et odieux. Odieux car beaucoup en tirent parti. Un exemple parmi d'autres : dans un marché de Lima, la police a organisé un service de portage de marchandises effectué par des enfants du mouvement Colibri ; ce faisant, les adultes qui auparavant effectuaient cette tâche se sont retrouvés sans travail ; sans la protection de la police, les enfants auraient été chassés de ce marché par les porteurs adultes qu'ils avaient réduits au chômage. Cet épisode a été raconté dans reportage de France 2 en octobre 1999, d'une façon tout à fait critiquable, qui ne montrait ni la manipulation des enfants, opposés artificiellement aux porteurs adultes, ni le rôle véritable de la police : protéger des enfants introduits de façon artificielle dans un lieu et une tâche réservés aux adultes.
La mise en concurrence des enfants travailleurs avec les adultes n'est jamais remise en cause, alors que les tensions créées entre adultes travailleurs et enfants travailleurs nuisent à tous. Comment les enfants peuvent-ils envisager leur place dans la société, puisque, dès leur plus jeune âge, elle est ressentie comme le résultat d'un affrontement, souvent physique, qui plus est ?
Critiquer le travail des enfants du point de vue même des enfants implique une critique du rôle des adultes, et donc du rôle que la société assigne à chaque sexe, à chaque groupe social, à chaque individu. L'enfant travailleur cumule les handicaps ; il est petit, sans défense, dépendant de son salaire, de son patron, de ses parents s'ils ne l'ont pas abandonné... Quant aux caractéristiques de l'enfance – envie de jouer, ouverture aux autres, pour ne citer que les principales –, elles sont ressenties comme des handicaps par les adultes. Un enfant doit abandonner ces envies «enfantines» pour grandir, car dans la société adulte, chaque instant est tourné vers la compétition, au bureau, chez soi, en vacances où la «détente» n'est plus conçue que comme un dépassement de soi.

Refuser la dictature d'un réalisme à courte vue

La critique de la place assignée à chacun dans la société n'est plus à la mode. Ainsi, les sociologues n'envisagent plus que l'intégration des jeunes des banlieues sans rien remettre en cause de la société dans son ensemble, et les décideurs politiques leur ont abandonné toute prétention à dire des choses intéressantes et positives sur cette question. Penser la place des enfants dans la société est trop souvent considéré comme un exercice utopique pur. Qui se souvient de *Libres enfants de Summerhill*, ou de *Mon Thibaud*, le beau et profond livre de Robert Jaulin ? L'utopie n'est plus, selon l'idéologie dominante, que la voie ouverte au totalitarisme, ainsi que l'a bien montré la récente exposition de la Bibliothèque nationale de France consacrée à l'utopie ; on entendait démontrer que l'utopie, qui naît de l'idée du Paradis perdu, n'aboutit qu'au goulag et à Auschwitz. Mais ce n'est pas parce que cette vision négatrice et révisionniste de l'utopie triomphe qu'il faut abandonner toute lutte pour un monde différent, généreux, «utopique». Critiquer le travail des enfants n'est archaïque que pour ceux qui acceptent la soumission aux idéologies qui triomphent – le néolibéralisme, les fondamentalismes religieux ou tout autre avatar politique aliénant.
Le réalisme est ce qui pousse chacun de nous à agir en tenant compte des réalités, et en ce sens, la véritable utopie, pas celle du goulag, est un réalisme. Le néolibéralisme ou les prétendues contraintes économiques imposent une variante despotique du réalisme, celle d'un réalisme de l'immédiateté, du zéro délai : il faut des résultats concrets, instantanés, sur des points très précis. L'on se moque des effets à long terme comme des «dommages collatéraux» que peuvent induire telle ou telle mesure de correction d'un déséquilibre. Et lorsque le monde traverse une période aussi dramatique que de nos jours – avec la moitié des six milliards et quelques d'êtres humains qui vivent dans une situation de misère –, le réalisme à courte vue est en situation de monopole. Toute idée d'un monde autre qui implique une redéfinition à la base des nécessités est bannie. On ne la discute même pas. C'est bien ce qui se passe avec le rôle des enfants. Au XVI[e] siècle, Montaigne jugeait déjà, dans ses *Essais*, que les enfants devaient apprendre «ce qu'ils doivent faire, étant hommes». Nous sommes revenus à l'ère de Montaigne : exit les libres enfants, de Summerhill ou d'ailleurs, exit les visions autres des rapports adultes-enfants. Le rôle des enfants, c'est de devenir des adultes. Point final.

Pour conclure, juste ceci : l'absence de débat sur le travail des enfants est un manque. Si les sociétés sont en voie de désintégration interne, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, l'une des causes en est l'absence de dialogue. La société est désormais fondée sur la croyance fondamentale en la toute-puissance du progrès technologique, et la politique elle-même se trouve conditionnée par les possibilités technologiques – qu'on pense par exemple au rôle d'Internet dans la construction du marché mondial. L'intégration de tous les espaces sociaux et économiques au marché mondial s'accompagne d'une désintégration des sociétés elles-mêmes, qui ne trouvent plus de cohérence, de ciment, de projets communs. La répression de ceux qui contestent la forme mondialisée du progrès prend de nouvelles voies, plus douces, moins violentes : la contestation se perd dans le foisonnement de fausses questions abordées lors de débats superficiels. Cette société peut tout à fait survivre, et Marx s'est trompé, et Lénine encore plus, en s'illusionnant sur des stades de développement de l'humanité, qui devaient faire advenir «nécessairement» le socialisme et le bonheur de l'humanité.

Est-ce qu'une société d'adultes et d'enfants qui ne sont que des rouages dans un processus productif est encore autre chose qu'une Société Anonyme ?

Philippe Godard

Philippe GODARD, auteur de *Contre le travail des enfants*, à paraître aux éditions Desmaret en janvier 2001, et *La vie des enfants travailleurs pendant la révolution industrielle*, à paraître aux éditions du Sorbier (édition pour la jeunesse) en mars 2001.

Flics, militaires, vigiles... au service des citoyens

La plupart des infos de cette rubrique proviennent de la presse nationale, Le Monde, Libé, etc. N'hésitez pas à envoyer vos coupures de presse et infos (notamment régionales) sur les bavures, malversations et autres crapuleries des forces de répression, à l'O.C.L. Reims qui s'occupe de cette rubrique (Egrégore, B.P. 1213, 51058 Reims Cedex). N'oubliez pas non plus le travail fourni par «Que fait la police», feuille mensuelle d'informations de l'Observatoire des Libertés Publiques, 60 F/an, 7/9 passage Dagorno, 75020 Paris.

«Selon les périodes, les policiers n'aiment pas les Juifs ou les Arabes. Qu'on me permette de ne pas aimer la police».

Maurice RAJSFUS

Chez les apprentis flics

Le Ministère de l'intérieur a bien des soucis avec ses emplois-jeunes. 14000 adjoints de sécurité (A.D.S.) ont été recrutés depuis 98. Un millier de postes restent vacants en région parisienne. Ils n'ont le droit ni de verbaliser, ni d'interpeller. Ils ne peuvent se trimballer dans les rues sans l'encadrement de vrais flics. 2500 ADS ont passé avec succès le concours d'entrée dans la police, une convention vient d'être signée entre l'Intérieur et l'Education Nationale afin que les lycées professionnels donnent un complément de formation aux recalés. Mais «les bavures» se multiplient.

1. Certains subissent dans les commissariats le bizutage. Il y en a même un, d'origine étrangère, chargé des A.D.S. dans un syndicat, qui a vu son nom et sa photo sur un panneau syndical couverts d'injures racistes et fascistes.

2. 500 A.D.S. ont été licenciés pour incompétence ou indiscipline. C'est ainsi qu'à Roubaix plusieurs d'entre eux furent interpellés, par la B.A.C., dans une voiture en train de fumer du cannabis vendu par l'un d'entre eux... Mais le ministère de l'Intérieur est satisfait : Le pourcentage de licenciement chez les A.D.S. reste malgré tout bien inférieur à celui des policiers ordinaires...

Du rififi à Meaux

Le maire de Meaux (78) avait fait de la lutte contre l'insécurité la principale priorité de son mandat. Hormis une police municipale de 50 agents en tenue, il avait créé dans les cités une équipe d'agents «de prévention et de tranquillité» recrutée parmi les jeunes des quartiers. Il s'en était suivi une haine farouche entre la police officielle et celle du Maire. A tel point qu'en septembre 99, deux jeunes d'une cité de Meaux avaient déclaré à la police avoir mis le feu à des voitures sur commande de l'office HLM de la ville. En août 2000, ces deux jeunes se sont rétractés en expliquant que ce sont en fait deux officiers du commissariat qui les auraient forcés à dénoncer la « milice » du maire. L'inspection de la police nationale mène son enquête pendant que la police officielle reçoit le soutien d'une députée P.S. de Seine et Marne... future adversaire du maire actuel aux prochaines municipales.

Un commandant et deux gendarmes en heures supplémentaires

L'ex-société de sécurité «Body» continue à faire parler d'elle. Après avoir été dénoncée par l'un de ses ex-dirigeants pour les liens qu'elle entretenait avec des policiers soupçonnés entre autre d'avoir participé au vol de scellés de l'affaire Elf à la brigade financière en 1997, elle se retrouve mise en cause dans une affaire de missions d'espionnage privé. Son ex-patron, ancien garde du corps de l'ex P.D.G. d'Elf, actuellement incarcéré à Bois-d'Arcy, est soupçonné d'avoir fait surveiller des militants syndicaux de la Compagnie des wagons-lits et de deux autres entreprises. Pour ce faire, il aurait utilisé les services d'un fonctionnaire du service de protection des hautes personnalités (ancien garde du corps de Danielle Mitterrand) et de deux gendarmes du groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN)... par ailleurs actionnaires de «Body»... A suivre !

Mourad n'a pas chuté tout seul

Un brigadier chef de la BAC de St Etienne a été condamné début octobre 2000 à 8 mois de prison avec sursis et 5000 FF de dommages et intérêts pour avoir frappé Mourad qui s'était interposé lors de l'interpellation de son jeune frère qui circulait en cyclomoteur sans lumière. Mourad a tout de même été condamné à 3000 FF d'amendes pour «violences volontaires».

La police au service de l'immigration !

3. Retenue, en juillet, dans la zone d'attente de Roissy pour avoir utilisé un faux passeport, une jeune Sierra-Léonaise a perdu le bébé qu'elle portait. Elle accuse la police d'être restée sourde à ses demandes de soins. Le ministère de l'Intérieur couvre son personnel !

4. En septembre, les autorités belges mettent en cause la police aux frontières (PAF) française l'accusant de déposer régulièrement et clandestinement sur le territoire belge des demandeurs d'asile non admis en France. Pour la direction générale de la police nationale c'est un «problème d'ordre technique».

5. Elle est française, âgée de 8 ans, issue de deux parents français d'origine comorienne. En revenant des Comores, début octobre, elle sera retenue seule en zone d'attente à Roissy pendant 4 jours et aurait été menottée... Le ministère se tait !

Bretagne : quelle libération nationale et sociale ?

La revendication identitaire bretonne peut-elle s'articuler à un projet libertaire de révolution sociale ? C'est la question posée de nouveau par la solidarité qui s'organise autour des nationalistes bretons emprisonnés, depuis plus d'un an pour certains.

Si nous sommes solidaires ou participons à certaines luttes de libération nationale, ce n'est pas par goût particulier du nationalisme, mais parce qu'elles participent au combat pour la réappropriation d'un pouvoir dans l'espace où vivent les gens (ce sont des luttes pour la souveraineté). Les dynamiques de luttes de libération nationale peuvent placer les gens dans un rapport d'ouverture avec l'extérieur, d'attente des autres, d'échange, de débat, qui ouvre des perspectives autant internationalistes que nationalistes.

Ces luttes sont traversées de contradictions et présentent un aspect beaucoup plus global, plus politique, que bien d'autres luttes enfermées dans le carcan de leurs spécificités, de leurs corporatismes, et de ce fait plus faciles à neutraliser. Le point limite des luttes de libération nationale est bien sûr atteint quand l'affirmation de l'appartenance se retourne en une logique d'exclusion : «Ar c'hallaouet er maez !»[1]... Cette réversibilité dans la non-appartenance est contenue virtuellement dans la logique de l'appartenance. C'est sur ce point limite-là que la vigilance doit s'exercer, et pour cela se nourrir d'autres valeurs – comme l'égalité, la solidarité, le droit au refuge, à la libre circulation des individus ou l'internationalisme. Il y a quelques axes stratégiques à défendre dans une lutte de libération nationale comme dans l'éventuel soutien que nous pouvons lui apporter – au-delà, bien entendu, de la liquidation de la domination étrangère :

- Libération nationale et **sociale** : une position de classe dans la lutte
- Défendre l'idée que la libération ne passe pas par l'installation d'une bourgeoisie nationale, mais par une réorganisation de la vie sociale et de la production orientés vers la satisfaction des besoins exprimés par les classes exploitées, et non en fonction des «impératifs» du marché et du profit.
- Combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et préserver l'autonomie des structures de contre-pouvoir qui se mettent en place.
- Lutter contre les formes de revendications ou de luttes qui tendraient à renforcer le poids d'une future ou actuelle bourgeoisie, ou des notables.

Pour une libération à caractère libertaire, certains points sont essentiels comme :

- Favoriser le poids des structures populaires de base au détriment des partis.
- Maintenir la lutte armée, si elle existe, dans un rôle de prolongement des luttes sociales, culturelles et politiques, et veiller à ce qu'elle n'acquiert pas un rôle de direction.
- Œuvrer pour que l'appartenance volontaire à la lutte remplace les liens du sang, par définition interclassistes. Favoriser dans le lien d'appartenance ce qui s'acquiert (langue, lutte...) au détriment de ce qui est donné (race, filiation..).

La revendication bretonne

Actuellement la revendication bretonne de libération nationale et sociale est portée par la seule organisation EMGANN (cf encadré). Avec un bureau politique, une participation épisodique aux élections locales, une publication régulière dans son journal (Combat Breton) des communiqués de l'ARB, Emgann compte actuellement plusieurs membres emprisonnés. Ils sont accusés d'avoir participé au vol de dynamite à Pleven ou à l'attentat anti-Mac Donald de Quevert. Cette dernière action, ayant entraîné la mort d'une employée, a permis à l'Etat français de justifier la répression élargie qui est actuellement en cours, même si aucune relation entre l'ARB et Quévert n'ait encore été démontrée par la DNAT (section anti-terroriste de la police).

Au-delà de la solidarité de principe face à la répression étatique, la stratégie anti-capitaliste d'Emgann soulève certaines questions, auxquelles ne répondent malheureusement pas les nombreuses déclarations de principe. L'organisation d'un bureau politique avec secrétariats divers et porte-parole officiel traduit une volonté de construire un appareil séparé et une représentation de la nation bretonne à travers un parti qui, s'il le pouvait, concourrait dans chaque élection pour briguer un rôle de direction dans les institutions. Il n'y a là pas de point commun avec un projet libertaire de société, mais plutôt un schéma social-démocrate de prise du pouvoir.

La revendication d'un état national ou l'approbation de la lutte armée clandestine ne sont pas révolutionnaires en soi, dans le sens d'une rupture avec le capitalisme. L'indépendance d'un territoire ne signifie pas pour les populations concernées la garantie d'une plus grande justice sociale, car ce sont les contradictions internes au camp indépendantiste qui déterminent alors les rapports de classe. L'action armée clandestine n'est pas l'apanage des révolutionnaires et peut être le fait de groupes de sensibilité politique de tout poil ou de services secrets de l'Etat. Elle ne constitue pas en soi une garantie et présente au contraire de sérieux problèmes pour concilier les moyens et les buts politiques (cf article paru dans CA de juin 2000).

L'initiative Asembles a été mise en avant par Emgann pour essayer de constituer un pôle élargi autour de revendications surtout culturelles (à l'exception du dernier point évoquant l'utilité sociale de la production). Son caractère de front breton interclassiste a été souligné dans un article du Monde (23 sep.2000) par un responsable d'Emgann qui déclarait que son organisation avait vocation de rassembler de l'extrême gauche jusqu'au centre droit.

Par contre la Marche pour l'indépendance, organisée deux années de suite, a été l'occasion sur plusieurs jours d'aborder différents thèmes, avec la présence de délégations étrangères sur une base internationaliste.

Il ne s'agit pas pour nous de jouer aux «sociologues condescendants»[2] en regardant en spectateurs les initiatives des autres. Par exemple le groupe Fulor qui a tenté de porter une revendication nationalitaire sur une base anticapitaliste et antiautoritaire au début des années 90 aurait demandé un approfondissement théorique des positions politiques et une plus grande homogénéité pour pouvoir trouver un espace politique en Bretagne. Nous n'avons pas été plus capables que les autres de réaliser cela. Mais plus les positions critiques sont affinées, plus il est difficile d'élargir et de rassembler des forces sur une dynamique de lutte.

Nous pensons que la seule attitude tenable pour ne pas être en contradiction avec le projet de société pour lequel nous luttons est de constamment vérifier la cohérence entre des positions affirmées et des pratiques. Dans le cadre des luttes de libération nationale, cette démarche nous amène selon les cas et nos moyens à soutenir voire participer, ou non, aux initiatives éventuelles qui ont lieu, sans d'ailleurs prétendre être infaillibles.

Gérald - Nantes
Le 28/10/2000

Emgann, UDB

Emgann signifie en breton Combat. Ce groupe indépendantiste s'est constitué après l'amnistie de 1981, à partir de membres des KAD (comités de solidarité avec les prisonniers politiques bretons) et d'anciens prisonniers. Il s'est formellement constitué en 1982 sur la base d'une Charte du mouvement de libération nationale du peuple breton pour le socialisme autogestionnaire, charte revendiquant une société sans classe et l'internationalisme. Le parti breton le plus important numériquement est l'UDB, Union Démocratique Bretonne, qui est une version sociale-démocrate bretonne présentant régulièrement des candidats sur des listes communes avec le PS et disposant d'élus municipaux dans quelques grandes villes. L'UDB a toujours condamné la lutte armée comme inadéquate avec la situation politique en Bretagne.

1. «Les français dehors» : au lieu de viser les individus, il s'agit pourtant bien plus de viser l'Etat français.
2. Selon le terme de G. R. ; il a sûrement oublié qu'une camarade de l'OCL a passé six mois de 99 en prison pour ne pas avoir refusé d'héberger des militants basques, et qu'un autre camarade a pris un mois ferme en juin 2000 pour s'être défendu contre l'agression de deux RG fachos. La sociologie mène à tout...

Mouvement de chômeurs : quelle intervention ?

L'analyse du mouvement de l'hiver 97-98, publié en brochure[1] dans Courant Alternatif n°101, pose la question de l'intervention libertaire dans un tel mouvement.

Avec justesse, la brochure présente le dispositif d'encadrement constitué par la «bande des quatre» (AC !, APEIS, MNCP, CGT Chômeurs) relayée par les médias et cherchant une reconnaissance officielle par le biais d'entrevues avec le gouvernement. De même les différentes formes de structuration et d'intervention sont passées en revue, du pôle de Jussieu aux «garantistes» de Cargo en passant par la tentative de «coordination nationale des collectifs autonomes».

Aujourd'hui il est difficile à partir de ce constat d'entrevoir comment intervenir dans un éventuel futur mouvement : Que faire ?... En effet «*pour désamorcer toute éventualité de réorganisation d'un pôle contestataire sur la question du chômage, des moyens...* (ont été)*... concédés aux associations de chômeurs pour leur permettre de mieux jouer leur rôle d'encadrement...* (avec)*... des subventions non négligeables aux quatre «orgas de chômeurs»* La seule piste présentée de façon très positive par la brochure est constituée par des actions du type de l'occupation d'une agence EDF dans le XVIII[e] arrondissement de Paris, où les chômeurs en mouvement rencontrent des personnes directement touchées par la précarité, et où les sans emploi peuvent côtoyer des «actifs» d'EDF. C'est effectivement un type d'occupation en prise avec la réalité qui évite de constituer un ghetto très rapidement, avec de plus des perspectives intéressantes d'élargissement et de débat avec d'autres catégories sociales. Néanmoins d'autres tentatives d'interventions, au regard de l'ampleur de l'enjeu, méritent que l'on s'y attarde.

Une place centrale dans le dispositif économique

Le chômage massif a installé la crainte des licenciements et l'acceptation de la précarité «payée des miettes». Aussi *l'utilité du chômage pour les détenteurs du capital* implique que des mesures significatives modifiant le sort des chômeurs remettraient en cause le fonctionnement économique de l'Etat qui prendrait de telles mesures. De plus des portes de sortie de conflit et de négociation sont aujourd'hui en place pour canaliser, contrôler, reprendre en main, limiter d'éventuels mouvements.

Des avancées substantielles pour les chômeurs ne peuvent donc être obtenues que par un mouvement animé d'une volonté politique (et pas seulement une logique «corporatiste» animant les sans-emploi). Vue l'inexistence actuelle d'un mouvement politique susceptible d'une telle volonté, la seule possibilité réside dans la constitution d'une structure horizontale de lutte qui avancerait si possible en phase avec d'autres secteurs de travailleurs en lutte, dans un rapport de forces global. Il n'y a alors qu'une coordination de comités de base ou locaux qui peut jouer ce rôle. Il est peut-être alors nécessaire de revoir de plus près ce qui a été tenté dans ce sens-là. Si les tentatives de coordinations de comités autonomes début 98 n'ont pu acquérir une telle capacité, elles s'orientaient tout de même vers cela.

En Bretagne et dans le Sud-Ouest

Des coordinations régionales dans le Sud-Ouest et en Bretagne avaient commencé à fonctionner[2]. Les collectifs les composant sont intervenus de façon unitaire/simultanée sur différents objectifs pour dépasser deux obstacles : la dépendance à l'égard des médias (qui pouvaient choisir de taire ou de rendre compte des mobilisations), mais aussi le fait que l'existence des comités autonomes ne soit plus passée sous silence, ou attribuée à la bande des 4.

De même les actions étaient choisies pour être comprises d'elles-mêmes : il s'agissait de résoudre des cas particuliers par le biais de l'action collective, pointer les gestionnaires de la misère comme les huissiers, intervenir dans les administrations et les services publics, dénoncer la politique du tout économique qui versait des milliards au Crédit Lyonnais, obliger les médias polarisées sur le projet de loi sur les 35 heures à parler de l'existence des collectifs autonomes, et même bloquer certains rouages économiques en investissant par exemple simultanément des aéroports (plus facile à dire qu'à faire). A l'origine de ces coordinations régionales, il y avait donc la volonté politique de s'autonomiser des initiateurs du mouvement, affirmer la primauté de la vie sur l'économique. La répression a d'ailleurs visé très précisément certaines villes, successivement, sans risquer des interventions policières simultanées : l'action contre les huissiers permit une accusation rocambolesque de vol contre le collectif de Guingamp, le collectif nantais fut épinglé à l'occasion d'une occupation de Crédit Lyonnais, plus tard le collectif parisien à Cash Converter...

La coordination nationale des comités autonomes

La logique voulait qu'une coordination hexagonale soit tentée pour essayer, via un changement de taille (?), de dépasser l'irrésistible «mise en veilleuse» du mouvement par le spectacle gouvernemental autour des trente-cinq heures, censées arranger toutes les misères des sans emploi. La première réunion de la coordination hexagonale a eu lieu à Nantes dans un local municipal occupé et elle présentait déjà les caractéristiques citées dans la brochure : *...mélangeant débats, actions de récupération collectives et moments de fête, mais qui, reconnaissons-le, n'a pas poussé le désir d'autonomie jusqu'à chercher sérieusement à concevoir une forme d'auto-organisation capable de donner au mouvement une cohérence et une structuration propre qui lui aurait permis de survivre à ce moment de fièvre. Comme pour le mouvement «autonome» de la fin des années 70, l'autonomie sera pour elle surtout une question d'identité, masquant une réelle dépendance vis-à-vis des structures qu'elle conteste.»*

Au-delà de ce constat lapidaire malheureusement trop exact, il faut peut-être essayer de pointer les travers qui rendaient encore plus aléatoire cette tentative de stopper l'irrésistible recul du mouvement.

Le désengagement des militants associatifs et syndicaux, laissant les comités autonomes assurer le quotidien de la lutte, avec la prise en

1. «Entre revendication et subversion : le mouvement des chômeurs en France» de N. Thé, 10 F. OCL / Egrégore BP 1213, 51058 Reims cedex.
2. La première réunion en Bretagne s'est tenue en janvier dans la mairie de Guingamp occupée. Il y a eu également une messagerie sur le minitel qui permettait aux différents collectifs de communiquer et d'échanger de façon horizontale.

charge *des plus galériens d'entre eux* a sûrement lourdement pesé sur l'ambiance qui jour après jour d'occupation, renforçait les tensions internes de chaque collectif.

La ligne quotidienniste des «chômeurs heureux parisiens», si elle prenait radicalement ses distances avec l'aliénation du travail était, à terme, à la fois un obstacle à un élargissement à d'autres composantes sociales et une opposition à la construction d'un rapport de forces avec le pouvoir politique.

Le manque de volonté politique des composantes libertaires organisées de faire émerger un pôle, indépendant de la gauche ou de la gauche de la gauche, a sûrement pesé sur la non-émergence d'une structure permanente pouvant être identifiée par les précaires et sans emplois comme un lieu de résistance. Que ce soient la CNT, la FA, No Pasaran ou l'OCL, les situations locales ont vraisemblablement prévalues sur la volonté de construire un début d'alternative aux sirènes du jeu institutionnel.

L'article d'analyse sur la mobilisation autour de la marche mondiale des femmes[3] pointait déjà cette incapacité de la mouvance anti-autoritaire de créer ses propres repères pour exister politiquement.

Aujourd'hui la bande des quatre va constituer une soupape de sécurité pour parer à toute explosion sociale. D'ailleurs la prochaine explosion pourrait bien être par exemple la mobilisation des dizaines de milliers d'«emplois jeunes» qui verront leurs contrats de cinq ans arriver à échéance, sans perspective d'une amélioration de leur sort, sinon la reconduction d'un autre contrat, un peu moins jeune... Mais peut-être les libertaires ne se contenteront plus de cortèges unitaires ponctuant chaque grand sommet international, et peut-être alors oserons-nous des initiatives plus permanentes.

Gérald. Nantes le 27/10/00

3. article paru dans Courant Alternatif hors-série n°5 sur «Libération sexuelle et émancipation sociale».

Prague 2000 : l'effet Seattle

Les 26 et 27 septembre derniers se tenait à Prague le sommet du FMI[1] et de la Banque Mondiale. Comme encouragées par les événements de ces derniers mois à Seattle ou à Davos, les manifestations de Prague n'ont pas été de celles qui comme l'an passé à Cologne se sont contentées de faire le tour du paté du chien. La répression non plus.

Après Seattle, quand il a été question de l'organisation du sommet du FMI, la plupart des «grandes capitales européennes» ont poliment rejeté l'invitation. Restait à l'un des meilleurs élèves européens du FMI, la république Tchèque, de l'organiser. Les sociaux démocrates, venus aux affaires entre temps, affirme aujourd'hui se mordre les doigts d'avoir tenu cet engagement. En Tchéquie, les événements de la semaine du 26 septembre sont comparés avec ceux qui balayèrent en 1989 le système stalinien. L'événement faisait la une des média depuis plusieurs semaines. 11000 policiers et 5000 militaires se mirent à occuper la ville. Tout ce qui était jeune était au minimum systématiquement longuement fouillé aux frontières.

A Prague, l'organisation officielle des manifestations regroupait autour de l'INPEG[2] des sociaux démocrates (?), des ONG, des antifascistes et des libertaires. A Prague, pour la plupart des jeunes anarchistes qui se confrontent régulièrement à la complaisance de la police avec les milices d'extrême-droite skinhead, certaines et certains s'organisent soit autour de ORA Solidarita (anarchistes synthésistes?), de la FSA (anarcho-syndicalistes membre de l'AIT) ou de Konfrontace (antifascistes). La Street Party de l'année passé et le dernier rassemblement du 1er mai ont connu des répressions très violentes.

L'objectif proclamé par l'INPEG était d'empêcher la sortie des congressistes tant qu'ils et elles n'avaient pas dissous le FMI et la Banque Mondiale ! C'est autour de cet objectif que les 20 000 personnes manifestèrent le mardi 26 septembre. Pris sur le modèle de l'organisation des manifestations de Seattle, la manifestation comportait peu de banderole avec slogans, mais plutôt quelques ustensiles carnavalesques toujours utiles face à la police. La démocratie à l'intérieur des manifestations s'organisait autour des groupes d'affinités allant de trois à plusieurs centaines personnes. Théoriquement, toute décision devait être prise à l'unanimité...

Partie de la place Namesti Miru, la manifestation festive se divisait en trois. Les cortèges bleus, jaunes et roses avaient pour but d'encercler le Palais des Congrès où se tenait le sommet. Ce qui fut atteint pendant un bonne partie de l'après-midi. Mais à coups de renforts d'hélicoptères et surtout de flics et de bidasses, l'ordre bourgeois a péniblement pu continuer. Ci et là, certains groupes d'affinité bloquèrent des hôtels, des spectacles prévus à l'effet de ces nouveaux aristocrates furent annulés et quelques fast food furent rapidement démontés. Mais pendant la nuit, les affrontements avec la police ne furent pas grand chose face à la violence de la police pendant les arrestations et dans les

Souscription pour un doc sur Prague

Un documentaire autours des événements de septembre 2000 à Prague sera disponible pour le début janvier de l'an 2001. Tourné en septembre, ce 52 minutes porte à la fois sur les manifestations contre le FMI et sur la situation des mouvements à Prague. Vous pouvez souscrire en envoyant un chèque de 80 frs (50 frs + port) à Kri Prod, 8, rue de la course 67000 Strasbourg (à l'ordre de Kri Prod) kriprod@free.fr , kriprod.free.fr

commissariats. Les témoignages recueillis[4] attestent à la fois d'une politique programmée et d'un certain goût des vices autoritaires.
Très tôt le lendemain la police encercla la place Namesti Miru, où devait partir une manifestation autorisée. Et jusqu'en fin d'après midi, ni le ministère de l'intérieur ni aucun membre du gouvernement ne répondirent à la presse ; ce fut comme une ambiance de coup d'état policier. Les manifestations qui suivirent, réclamèrent la libération des nombreuses et nombreux prisonnier-e-s (il y eu plus de 900 personnes emprisonnées et 16 inculpations ont été retenues).
Les formes démocratiques et la remise en cause de la manifestation traîne savate prises par les manifestations à Prague sont encourageantes pour celles et et ceux qui comme nous ne voulons succomber au spectacle de la contestation[5], même si la question de chercher absolument l'unanimité nous paraît illusoire puisque l'unanimité proclamé est souvent le fruit d'un rapport de force dans le groupe et qu'à la fois elle est perte de temps. Mais loin, des manifestations européennes autoproclamées par quelques bureaucrates syndicaux, la radicalité et le sens de l'organisation des événements de Prague peuvent permettre de redonner quelques couleurs révolutionnaires à celles qui ceux qui veulent tout et qui prendront le reste. Le prochain rendez-vous est fixé à Nice du 5 au 7 décembre.

Jérôme, Strasbourg
le 29 octobre 2000

1. FMI : Fond Monétaire Internationale, outils de gestion avec la Banque Mondiale de la politique colonialiste et capitaliste des pays qui se disent industrialisés pour mieux presser ceux qui doivent l'être.
2. INPEG : Initiative pour une alternative économique à la globalisation.
3. Anarchistes synthésistes : anarchistes qui cherchent à regrouper et à organiser l'ensemble de la «famille» anarchiste.
4. Les témoignages sont recueillis, notamment par mail à *bertrandschmitt@yahoo.fr.*
5. Voir article sur Millau, Courant Alternatif 102, oct 2000, *qu'allons-nous faire dans cette galère ?*, p. 11.

Une journée au Convergence Center

Lundi 25 septembre. Arrivée au Convergence Center, friche industrielle un peu en périphérie, mise à la disposition de l'INPEG, qui prépare et coordonne les actions autour du contre-sommet. Depuis samedi nous sommes à Prague. Nous, une fanfare parisienne, le Front musical d'intervention (FMI !)*. Chaque jour nous sommes intervenus en musique en différents lieux de Prague. A l'Info Center, samedi, au centre de la ville, pour prévenir une menace néo-nazie. Au parc Letna, dimanche midi, pour accompagné une manif de soutien aux Italiens dont le train est bloqué à la frontière. Le soir pour un festival Art et Résistance ; à tout moment dans la rue, dans les trams, le métro... Aujourd'hui nous nous donné rendez-vous au Convergence Center pour préparer la journée de mardi. Préparer l'encerclement du palais des congrès où se tient le sommet. Beaucoup de monde. Très jeunes pour la plupart.Très déterminés. Des groupes affinitaires se forment un peu partout pour préparer des actions autour de cette journée. Ils discutent, s'entraînent au déroulement des actions, se scindent, se regroupent, selon les affinités. Dans un hall digne de l'atelier des Beaux-Arts de 68, des graphistes, peintres et architectes improvisés partagent pinceaux, peinture, clous et marteaux et confectionnent banderoles, pancartes, marionnettes, chars. L'imagination est au pouvoir dans toutes les langues d'Europe. Au fond un impressionant staff cuisine concoctent de savoureux plats végétariens dans des marmites géantes surveillés par de patients mitrons et mitrones qui en remuent lentement le contenu avec d'immenses cuillers en bois. Les effluves des épices se mêlent à la peinture. Ailleurs des médecins volontaires improvisent des formations éclair en soins d'urgence, des sensibilisations aux effets des gaz lacrymogènes et du gaz au poivre. Une vrai ruche d'abeilles fédéralistes.

A l'appel de la Caravane anticapitaliste que nous avons accueillie à Paris quelques jours plus tôt, nous formons notre propre groupe affinitaire, francophone, par souci d'efficacité, pour en facilité la souplesse et la mobilité. Nous nous réunissons en cercle entre deux carrés d'herbes pour décider d'une action le matin avant la manifestation centrale. Sont aussi présents des militants d'Alternative libertaire, de Scalp-Reflex, le Speb (Socialisme par en bas), bien stratégiquement disséminés, un Belge venu... vendre des t-shirts du Che, et des individus farouchement «sans titres». Après une présentation de chacun, nous débattons du choix et de la forme de l'action. Devant la volonté de la majorité des participants de refuser les présences partitaires ostentatoires, la priorité de se fondre dans un collectif uni et déterminé sans étiquette partisane, le choix de l'action directe (non-violente en ce qui concerne notre groupe, consensus minimal respectant les désirs de chacun), les autoritaires, vendeurs de soupe militante et prêcheurs de tout poil, déguisés ou non, se sont vite découragés, se sont retirés d'eux-mêmes de l'action (exit le Speb et le guévariste) et s'en iront défiler sagement derrière leur banderolle, dans le cortège «rose» pour la plupart (il y avait trois cortèges qui étaient chargés d'encercler la conférence, un «rose», un «bleu», un «jaune», chacun, groupe ou individu choisissait de rejoindre celui où il se sentirait le mieux et le plus utile). Le débat avançant, entre séparations et regroupement, nous sommes maintenant une cinquantaine et décidons d'aller bloquer, le lendemain matin, à l'aube, les hôtels où se trouvent les délégués du patronat français. Nous voulions tout d'abord bloquer celui où devait se trouver Fabius mais on venait juste d'apprendre qu'il avait quitter précipitamment Prague de peur de se retrouver coincer comme lors du dernier sommet. Première victoire avant même d'agir ! Nous avons d'autre part choisi de rejoindre ensuite le cortége «jaune» lors de la manif centrale, cortège non partitaire et festif, qui sera ouvert par Ya Basta, le collectif des centres sociaux milanais et ses «Invisibles» et qui sera chargé d'aller bloquer l'accès Nord, le large pont de Nusle. Nous passons aux travaux pratiques et répétons en fanfare et dans la bon humeur notre action de blocage et de résistance non-violente. Après que quelques personnes envoyées en repérage soient revenus avec les ultimes informations utiles, nous tenons une dernière réunion de mise au point de notre groupe qui a encore grossi, et des délégués sont choisis pour nous représenter à la coordination centrale, assemblée générale permanente traduite en plusieurs langues, et proposer d'ajouter cette action aux nombreuses autres initiatives prises par les différents groupes réunis cet après-midi-là.
Belle journée, riche d'échanges et d'émotions montrant l'impressionnante capacité de ces milliers de personnes, venues de toute l'Europe et d'autres continents de s'organiser collectivement, partager les tâches, se préparer aux actions en toute autonomie, en liens horizontaux, limitant les délégations, provisoires, au strict nécessaire technique. Et encourageant pour l'avenir des luttes au vu de l'extrême jeunesse et la maturité politique de beaucoup de participants. La possibilité de se retrouver pour la manifestation centrale dans le cortège de son choix permettait aussi à chacun de manifester, d'exprimer sa révolte selon ses affinités, ses humeurs, ses envies. Chacun a pu trouver sa place et y jouer son rôle au profit de l'efficacité générale. Un bel exemple de fédéralisme et d'apprentissage de la démocratie directe.

Alain

*Front musical d'intervention : http ://fmi2.free.fr

Les Verts sur la trace du PC

Le 5 juillet 2000 s'est tenu à l'Assemblée nationale un colloque intitulé "Sortir du nucléaire", organisé par Yves Cochet, député Vert du Val-d'Oise, auquel assistaient, outre les personnalités Verts ou assimilés, comme Didier Anger, Michelle Rivasi, Pierre Radanne et Dominique Voynet, le P-DG d'EDF François Roussely, Yves Lebars de l'ANDRA et Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie.
Lors de ce colloque, l'intervention de Denis Baupin, porte-parole national des Verts et "voynet-triste" convaincu, nous éclaire sur les fondements de l'engagement antinucléaire de son parti.

L'argument central et premier avancé contre le nucléaire par Baupin est le suivant : "*Le choix du nucléaire sera celui qui plombera l'économie française, la compétitivité des industries françaises.*" Ainsi, les dangers d'accident majeur, l'accumulation des déchets, la centralisation totale qu'exige cette source d'énergie sont remisés à l'arrière-plan au profit d'arguments économiques. Les Verts aspirent donc à se faire reconnaître comme les meilleurs défenseurs de la gestion capitaliste : ils se battent sur le terrain de la rationalité compétitive et ce, au niveau national : c'est l'intérêt de la France qu'il faut considérer en premier ! On se croirait revenu aux belles heures du "Produisons français" du Parti communiste.

Baupin en rajoute une louche un peu plus loin : la gestion des déchets et le démantèlement (sous-produits du nucléaire) "*pourraient employer des dizaines de milliers de personnes pendant une dizaine d'années*". Il n'y aurait donc pas de crainte à avoir pour l'emploi, avec la sortie du nucléaire. Ouf ! Argument d'une incroyable démagogie ! Nous qui pensions que le problème de notre société n'était pas la multiplication des emplois mais la répartition entre tous des produits et des tâches à accomplir ! Eh bien non... Finalement, vive le nucléaire qui, après avoir été le fleuron et le moteur de notre belle industrie, sera, grâce à son abandon, un grand pourvoyeur d'emplois dans les années à venir. Sans aucune remise en cause des types d'emplois, bien entendu.

Enfin, pour couronner le tout, Denis Baupin réitère l'affirmation mensongère selon laquelle l'EPR a été abandonné grâce à la menace des Verts de sortir du gouvernement. Or, cette décision était prise depuis déjà pas mal de temps et il ne restait plus qu'à l'annoncer officiellement, ce qui fut fait pour peaufiner une opération politique destinée à redorer le blason des Verts, singulièrement terni à ce moment-là. De plus, contrairement à ce que dit Baupin en affirmant qu'"EPR est définitivement mort-né", il ne s'agit que d'un report de décision. En affirmer le caractère définitif, c'est aller beaucoup trop vite en besogne. Mais lorsqu'il s'agit de montrer que les Verts ont raison de participer à la gauche plurielle, tout est bon !

Coordination Stop-Nucléaire

Le 14 octobre s'est tenue à Poitiers une nouvelle réunion des premiers signataires de la *Charte pour un arrêt immédiat du nucléaire* (Voir *Courant alternatif* numéro spécial antinucléaire, hors série n°4, 2e trimestre 2000).

Les participants, issus de différents collectifs (Bordeaux, Toulouse, Paris, Le Trégor, Poitou, Limousin...) ont défini de manière plus précise les objectifs de cette Charte et le type d'identité antinucléaire qu'ils entendaient construire. Tout d'abord, par rapport au réseau Sortir du nucléaire, il a été affirmé avec force qu'il n'était plus possible de lui laisser le monopole de l'opposition au nucléaire, tant il est contrôlé fortement par les Verts. Mettre en avant les énergies renouvelables comme seule alternative au nucléaire nous condamne à accepter la politique des nucléocrates : prolonger de vingt ans la durée des centrales existantes sans en construire une seule autre... pour l'instant ! Ce qui fait que prôner une sortie progressive (ou même une décision immédiate de sortie dans dix ou quinze ans) revient en fait à accepter la politique nucléaire française.

Le problème de la participation à des organismes de contrôle ou d'information a également été évoqué. Le risque est de tomber dans le jeu d'EDF, qui a besoin d'une pseudo-opposition au nucléaire car la gestion du risque fait maintenant partie de son jeu. Par ailleurs cela renforce l'idée, désastreuse à nos yeux, que pour s'opposer au nucléaire il faut être compétent, voire spécialiste ou scientifique. L'opposition institutionnelle n'est peut-être pas à négliger pour recueillir quelques informations, mais il est indispensable qu'existe parallèlement une critique radicale, et il est pratiquement intenable de faire les deux à la fois.

Enfin, les signataires de la *Charte pour un arrêt immédiat du nucléaire* ont décidé, d'une part, de se doter d'un bulletin de discussion et d'information afin d'approfondir certains thèmes (comment lier pratiquement dans la lutte le nucléaire militaire et le nucléaire "civil" ? Quel type d'actions mener ensemble ?, etc.) ; et, d'autre part, de s'appeler dorénavant *Stop-Nucléaire*.

Le premier numéro sortira mi-novembre et sera envoyé par chacun des collectifs participants à tous ses contacts. L'abonnement pour quatre numéros coûtera 40 francs, à l'ordre du CLAP (CLAP, c/o Le Dietrich, 20 rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers).

La prochaine réunion nationale aura lieu à Paris le 27 janvier 2001.

OCL-Poitou